

le monde  
**libertaire**  
hebdomadaire de la Fédération anarchiste  
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

# le monde **libertaire**

## **Climat**

### **chronique d'un désastre annoncé**



Face aux autistes qui s'entêtent à nier la réalité du réchauffement climatique, le rapport Stern vise au portefeuille: patrons, actionnaires, vos richesses vont fondre comme neige au soleil.

M 02137 - 1442 - F: 2,00 €



**2€**

ISSN 0026-9433

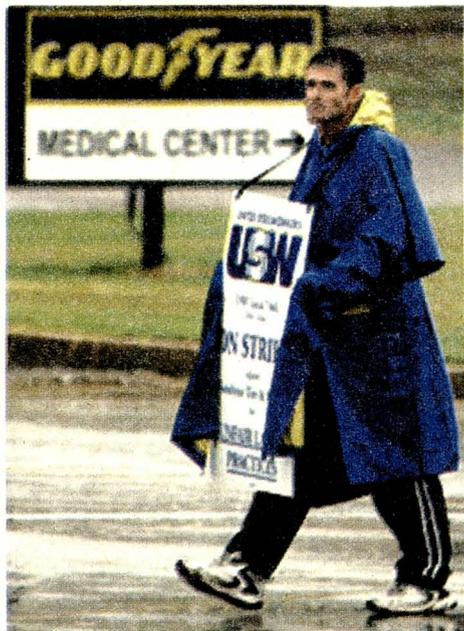
« Si le progrès de notre siècle n'est pas un rêve mensonger, il doit en finir avec l'église. »

Michel Bakounine

**hebdo n° 1454**

du 9 au 15 novembre 2006

# Sommaire



Si **Nicolas** m'était conté, par M. Rajsfus, page 5

**L'autruche** descend le Yangtsé, par F. Ladrissé, page 5

Brèves de **combat**, page 6

Nouvelles des **fronts**, par Hugues, page 7

**Grève éclair** à la SNCF, par S. Chemin, page 8

**Oaxaca** résiste, par Pascal, page 9

**Saint-Ouen**, Roms et sans-papiers, par Rébecca, page 10

Scène de l'**homophobie ordinaire**, par P. Schindler, page 11

**Appel** du conseil central ouvrier du Grand-Budapest, page 12

Vous rêviez de **cités idéales**, par R. Gaillot, page 15

La **virgule**, par G. Molinier, page 16

Le **hasard** s'attaque à la police, par G. Collin, page 17

Les **films** à voir, par H. Hurst, page 18

Apologie du **blasphème**, par J. Rocchi, page 19

**Radio libertaire**, page 22

**Agenda**, page 23



## Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n<sup>os</sup>

6 mois, 25 n<sup>os</sup>

1 an, 45 n<sup>os</sup>

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

## France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

## Étranger

27 €

46 €

77 €

## BULLETIN D'ABONNEMENT

### Abonnement de soutien

1 an, 45 n<sup>os</sup>  76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1<sup>er</sup> trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



« Parlez-moi tunes, y'a qu'ça qui m'intéresse » !

Bien que la semaine dernière, les nouvelles que nous recevions d'Oaxaca n'avaient rien d'optimistes, cette semaine, une chose est sûre, c'est que le peuple d'Oaxaca n'est pas prêt à abandonner son combat. L'une des raisons de cette combativité est sans nul doute la prise de conscience de l'ensemble du peuple d'Oaxaca de ses objectifs communs. Pendant ce temps, de l'autre côté de l'Atlantique, les médias fêtaient comme une victoire la prise de la ville par la police... Mais une victoire pour qui ?

Dans le même temps les salariés de la SNCF appellent à une manif éclair de 24 heures pour des revendications fort légitimes sur leur rémunération et contre la précarité de l'emploi.

Mais des grèves ponctuelles, qui s'arrêtent avant toute victoire, sans communication vers les autres exploités, peuvent-elles être soutenues par l'ensemble des travailleurs ?

Il est bien évident que non, les patrons le savent, les médias et l'Etat en jouent ! Je vois déjà les gros titres sur les prises d'otages, la rupture du service public, la minorité des grincheux contre la majorité silencieuse qui veut travailler, accompagné d'un zeste de « goût de l'effort » et de « mérite »...

Le manque de communication et aucune recherche de convergence des revendications par les exploités, la stigmatisation des uns par les autres puis des autres par les uns exacerbée aux JT...

Les jeunes de banlieue contre les vieux de la ville, les ouvriers d'une boîte contre les employés d'une autre... « la France qui travaille » contre les « assistés »... Dès qu'une quelconque forme de lutte est entreprise, les médias la tournent en ridicule (ou en menace), présentent les protagonistes comme tantôt des emmerdeurs tantôt des voyous. Personne ne demande à l'autre si nous luttons pour la même chose. Et personne ne se demande à qui profite la division.

À Oaxaca, la convergence des revendications n'est pas le fait des médias, mais par le militantisme, par le dialogue, par l'ouverture des uns vers les autres. C'est ce qui fait le rapport de force en leur faveur.

C'est nos objectifs qui peuvent nous diviser, pas notre lieu de travail ou notre lieu de vie.

Il est essentiel de se demander à qui profite la division ? De tout temps soutenue soit par les religions, soit par l'État, soit par les médias, soit par des syndicats avides de pouvoir, et parfois par plusieurs à la fois.

De se demander aussi à qui profite la criminalisation des pauvres, de ceux qui luttent, de ceux qui militent ?

Et enfin pour finir avec Brassens : « Mais que diable... Et pourquoi y a-t-il des gendarmes ! »

IL EST AMUSANT de feuilleter les différents journaux, au lendemain du constat alarmant, réalisé par Nicholas Stern, l'ancien économiste en chef de la Banque mondiale, au sujet du réchauffement climatique, dans un rapport d'environ 700 pages. En effet, pour la première fois, un chercheur de haut niveau et respecté à gauche comme à droite (si ces termes signifient encore quelque chose aujourd'hui...) parle pognon. Et cette fois-ci, même les 9 économistes de droite qui l'avaient descendu, après qu'il ait publié ses premiers articles sur le sujet, l'ont écouté et reconnaissent le sérieux de ses thèses. Celles-ci reposent sur le niveau d'augmentation des températures. Que ce soit + 2,5 ou + 5 degrés centigrades, l'impact sur l'agriculture, la pollution, l'industrie, la mortalité, l'énergie ou la pêche n'est pas le même. Stern a ensuite pris en compte des variables inconnues, comme le coût économique de la disparition d'une espèce, des changements sociaux, des catastrophes à venir, des éventuels sauts technologiques, de l'adaptation des ménages et des industries. Ceci fondé sur les modes de consommation actuels, sans envisager les probables changements de comportement et des catastrophes qui surviendront au fil des années. Une fois n'est pas coutume, plusieurs ONG, dont WWF, ont salué le travail réalisé par l'économiste. Bon, il reste à voir l'accueil qui lui sera fait aux États-Unis où il doit encore défendre prochainement sa thèse. Elle a au moins l'avantage d'être sérieuse, documentée, quantifiée et pourrait mettre quelque rationalité dans le débat pour la survie qui oppose, depuis toujours, les hommes de raison aux hommes de pognon !

## L'économie d'abord, au Figarôôô

Le quotidien est avant tout, interpellé par les chiffres qu'ils placent avant même le titre et le chapeau de l'article consacré : les conséquences du réchauffement s'élèveront à 5 500 milliards d'euros en 10 ans, si aucune mesure n'est prise. Le coût par habitant sera de 840 euros pour chacun des 6,5 milliards d'habitants de la planète, tandis que les investissements nécessaires pour freiner le processus s'élèveront à 275 milliards d'euros par an. Stern s'alarme : « Si rien n'est fait, le réchauffement global va dévaster l'économie mondiale à la même hauteur que les deux guerres mondiales et la crise de 1929 ». Ça parle aux capitalos : pour faire

face, les pays devraient consacrer 1 % du PIB mondial par an, mais si rien est fait, le phénomène se traduira par une charge représentant entre 5 et 20 fois ce montant !

## Les pertes d'exploitation plus audibles aux patrons que celles humaines et environnementales

Or, depuis des années, les écologistes et adeptes de la décroissance se tuent à rappeler, tout comme le rapport Stern, que le réchauffement engendrera également la hausse du niveau des eaux des océans, provoquée par la fonte de la banquise et des glaciers, ce qui jettera plus de 200 millions de terriens sur les routes et provoquera l'extinction de 40 % des espèces... Mais quand on le dit avec des mots, les financiers sont autistes. En revanche, ils s'émeuvent déjà plus, quand on parle pertes possibles et appel à subventions... Pour autant, Stern a tenu à rassurer, dans un premier temps, le petit monde des « gentils investisseurs internationaux », présents à sa conférence de presse en déclarant : « Nous avons le temps et l'argent pour agir. » Quelle insouciance : selon notre expérience, il ne faut jamais dire ça aux capitalos, qui ont trop vite tendance à prendre tout et n'importe quoi pour « argent comptant » ! Néanmoins, l'expert a un peu cassé l'ambiance et l'euphorie en ramenant ensuite les invités à la réalité leur rappelant que : « les pays riches devront aider les pays pauvres, qui seront les premiers et les plus durement touchés. Il est donc juste que les pays riches payent un peu plus ». Et l'économiste de continuer à appuyer là où ça fait mal : sur la corde sensible de l'investissement : « l'action des pays riches doit également se faire au travers de partenariats, comme dans la forêt amazonienne, car la déforestation mondiale crée davantage d'émissions que l'industrie du transport ». Pour conclure, Stern a salué la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique et les accords de Kyoto, sans pour cela, insister sur son manque d'efficacité.

## Le Libé nouveau est arrivé

Pour sa part, *Libération* se fend d'une analyse plus entachée d'humanité. De Rothschild souhaite-t-il marquer la différence entre un capitalisme blindé et un capitalisme « respectant les valeurs du lectorat de



libération »?... Toujours est-il que l'article du quotidien commence à énumérer, les conséquences d'un réchauffement planétaire de l'ordre de 3 degrés Celsius. Inondations, manque d'eau potable, pénurie de récoltes, personnes déplacées par centaines de millions, dans l'incapacité de produire ou d'acheter des vivres, avant d'aborder l'aspect purement financier, bonne conscience bobo exige!

### Les investisseurs capitalistes prêts au changement, ça se saurait!

Mais, de quelque façon dont on présente les choses, au point où l'humanité en est rendue, comment envisager, sérieusement un changement de comportement de la part des grands industriels et actionnaires, lorsque l'on voit les sueurs froides que leur provoque apparemment la moindre montée du prix du pétrole, tandis que, parallèlement, personne n'ignore que ces dernières sont le levier principal de leur surenchère marchande? Selon Stern, la seule solution envisageable est celle des taxes, qui devront donc encore augmenter et ça, c'est le genre d'argument qui tue les gens d'argent! En effet, on a du mal à imaginer ces quelques actionnaires privilégiés ne pas préférer voir disparaître 40 espèces d'animaux et supporter la vision de 200 millions de réfugiés patauger dans des camps d'attente, plutôt que risquer de voir diminuer leurs profits! De plus, il faut être réalistes: à ce jour, les progrès enregistrés par les quelques pays qui jouent le jeu de la réduction d'émissions sont infimes. En effet, si les émissions globales des pays industrialisés ont chuté de 3,3 % au cours de la période 1990-2004, ce bon score est à relativiser, car les émissions dans les pays d'Europe centrale et orientale, en transition économique, est largement pondérée par l'augmentation de 11 % des rejets des autres pays industrialisés. Autres exemples: les émissions de la Turquie ont bondi de plus de 70 % en 14 ans, tandis que celles de la Lituanie ont chuté de 60 %. Pour sa part, la France a réduit ses émissions de 0,8 % par rapport à 1990, mais principalement grâce à... son parc nucléaire! La Grande-Bretagne se classe dans les premiers rangs, avec 143 % de réduction depuis 1990, mais en revanche, l'Espagne, victime de sa croissance a émis 49 % de gaz à effet de serre en plus. Cependant, qu'on se rassure: les États-Unis conservent la première place des émetteurs mondiaux, avec un total de 25 % à eux tous seuls! Leurs rejets ont même encore augmenté de près de 16 % entre 1990 et 2004. Mais, nom de Bakouline, faudra-t-il que les descendants de Jefferson attendent de se prendre une bonne grosse cata sur la tronche, pour enfin prendre conscience du danger imminent? Avec leur crétin de Bush qui passe son temps à répéter, pour justifier la non ratification du protocole de Kyoto: « qu'il n'est pas question de songer à réduire les niveaux de consommation des citoyens américains, car leur mode de vie n'est pas négociable »... Égoïste!

### Droits à polluer pour les entreprises et les particuliers: arnaque et bonne conscience

Les entreprises « vertueuses », c'est-à-dire, celles qui ont intégré des stratégies de développement durable et de réduction d'émissions ont le droit de revendre les « droits à polluer » qu'elles n'ont pas utilisés à d'autres sociétés moins engagées dans le processus. L'UE a créé, à cet usage, la bourse d'échange du carbone avec une cotation institutionnelle du prix de la tonne. Les entreprises ont également la possibilité de financer des projets sobres en dioxyde de carbone, appelé mécanismes de compensation. Mis en œuvre dans le cadre du protocole de Kyoto, ils sont désormais accessibles aux particuliers et aux PME. Par exemple, durant le Forum de Davos, il avait été proposé aux participants de contribuer financièrement à des projets antipollution, au prorata de la quantité de CO2 produite par leurs déplacements. Aujourd'hui, c'est le gouvernement belge qui propose de compenser les déplacements de ses fonctionnaires... Mais Jean-Marc Jancovici, ingénieur conseil en énergie (1) interviewé dans Libération juge ce système peu dissuasif et plaide plutôt pour la franche et directe taxation des pollutions environnementales. « Le système de compensation est une forme d'indulgence des temps modernes. Physiquement, aucun paiement ne va « annuler » des émissions qui auront bien eu lieu, si nous prenons l'avion. Ce que nous payons, c'est l'espoir, et non la certitude, que les émissions baisseront ailleurs, plus tard et chez d'autres, sans savoir si cette baisse sera seulement réelle ou égale à ce qui est émis par celui qui paie. La compensation ne tient debout que si elle s'applique à une partie infime des émissions. Imaginons que tout le monde s'y mette et compense toutes ses émissions. À la fin, on arrive à une situation absurde: sur le papier toutes les émissions ont disparu, puisque chacun a compensé, mais, dans la réalité, les émissions de CO2, même compensées, sont toujours dans l'atmosphère! Compenser peu donc être pire que ne rien faire! Le mieux serait de mettre en place une

taxe progressive qui, encore une fois, ne fait qu'anticiper quelque chose d'inéluctable. Pourtant, quelqu'un va bien devoir passer à la caisse pour payer les dommages climatiques et la raréfaction des énergies fossiles. Sur les sites type Action carbone, compenser un Paris-New-York coûte à peine 20 euros, soit 8 % du billet. Ce n'est rien. Si un vol Paris-New-York est taxé à 500 euros, ce qui correspond à un alignement de la fiscalité du kérosène sur celle de l'essence, non seulement cela a un côté dissuasif, mais en plus, à ce niveau, on peut financer de vrais programmes de réduction des émissions ailleurs, y compris chez nous.

Il aura donc fallu attendre le rapport Stern, pour que les théories des écologistes et adeptes de la décroissance (qui se tuent, depuis des années, à opposer à la logique de surproduction et de surconsommation, des pratiques plus sensées, militantes, participatives et auto-gérées) soient enfin entendus au niveau international. Évidemment, c'est la première fois que quelqu'un parle franchement pognon et c'est quand même malheureux que ce seul argument soit le premier à avoir réussi à interpeller les instances internationales, pour lesquelles, les États-Unis et l'Australie en tête, répondaient jusqu'à présent, pour justifier leur refus de le signer, que le protocole de Kyoto était contradictoire avec le développement économique et donc néfaste pour l'emploi (comme si le développement économique à outrance créait encore des emplois dans les pays riches où seuls les actionnaires palpent les bénéfices...). Enfin, si Blair commence à se fâcher sur le sujet avec Bush (en attendant de ramasser la gloire de sa prise de position en faveur du rapport Stern et de devenir une espèce de « Monsieur sauveur de la planète »), il reste, à part les Australiens et les petits pays, encore un triste crétin à convaincre en France: Claude Allègre qui continue à nier la réalité du réchauffement climatique. Qu'est-ce qu'il ne faut pas dire comme conneries pour faire parler de soi dans les journaux, la concurrence devient dure!

Patrick Schindler

Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org



# Si Nicolas

## m'était conté...

AU XIV<sup>e</sup> SIÈCLE, Nicolas Flamel aurait eu pour ambition de changer le vil plomb en or pur. En 2007, un autre Nicolas, venu du pays d'Attila, a pour but de transformer notre société, relativement démocratique, en un authentique État autoritaire. De la transmutation des métaux à la transmutation des esprits, la tentation est forte d'acquiescer ce pouvoir qui devrait lui permettre de dominer ses contemporains - voire de les mettre au pas, si nécessaire.

Surtout, ne pas croire que c'est une obsession que de s'intéresser aux gesticulations de Nicolas Sarkozy. L'obsédé, c'est lui. Obsédé du pouvoir. Obsédé à l'idée de ne pouvoir le conquérir. Au point qu'il se laisse aller à proclamer, frénétiquement : « Je ne me laisserai pas voler ma victoire ! »

Ministre de l'Intérieur, numéro 2 du gouvernement, mais en même temps chef de parti, Nicolas Sarkozy se mêle de tout : de l'ordre public comme de l'ordre moral. Ignorant la séparation des pouvoirs, il prétend régenter la justice, poursuivant les juges d'une véritable haine. À l'occasion, il s'en prend à la laïcité de l'État, et aimerait remettre à plat la loi de 1905. Comme tout bon dictateur en devenir, il estime que la religion ne peut être qu'un facteur d'ordre dans une société en crise. Au fil des réunions publiques, le chef de l'UMP ne cesse de marteler : « Les Français savent que j'ai raison ! »

Constamment en maraude pour tenter de récupérer les électeurs du Front national, le petit Nicolas n'a de cesse de durcir son discours, utilisant sans fin le fonds de commerce de l'insécurité. À l'occasion, il s'intéresse même au logement social, pour le déstructurer.

Cet homme est dangereux, au point qu'au sein même de l'UMP il inquiète. Désireux de trouver des complices et des comparses, le ministre de l'Intérieur veut transformer les travailleurs sociaux en délateurs et les maires en auxiliaires de la police. Comme l'ont souligné les personnels de l'action sociale, le récent projet de loi de Nicolas Sarkozy sur la délinquance établit un lien dangereux entre difficultés sociales et délinquance, mais également entre troubles mentaux et délinquance. Bien sûr, les libertés fondamentales sont remises en cause, mais le petit Bonaparte veut ignorer ce que peuvent signifier les droits de l'homme. Sa vision pénale de la société est caractéristique d'une volonté de culpabiliser quiconque ne serait pas en phase avec sa volonté d'être considéré comme l'homme providentiel que la France attend.

Le 15 novembre la Commission des lois de l'Assemblée nationale devrait examiner ce projet de loi sur la délinquance que des parlementaires UMP ne cessent de durcir. Pour le syndicat de la Magistrature : « ... Un pays où chacun a peur de tout le monde est nettement plus facile à gouverner ! »

Avec de telles lois, de tels députés, et une opinion publique apparemment passive, à quoi pourrait bien servir Jean-Marie Le Pen ?

Maurice Rajsfus

## Quand l'autruche éternue...

### Chirac, le très long fleuve hyper tranquille

TIRANT TÊTE HORS DU TROU, qu'entends-je? Fillon, que les 35 heures n'en finissent pas de travailler au corps : « **Pensez-vous que les salariés seraient prêts à travailler 39 heures en étant payés 35 heures?** » Arrête de rêver tout haut, François, tu vas réveiller le syndicat.

Les 35 heures, justement, sont au cœur du « dialogue social ». Tellement au cœur que lors de la dernière rencontre entre syndicats et patronat, personne n'a osé en parler. « **La question n'a pas été abordée plus de dix secondes, et juste pour dire que la question ne sera pas abordée** », a résumé la Parisot. Chez ces gens-là, c'est bien connu, moins on en parle, plus on y pense.

Si la dame ne s'est pas attardée sur le sujet, c'est aussi faute de temps : Chirac l'attendait, pour une petite balade en Chine. Rendue mélancolique par la fourberie légendaire des Chinois, lesquels, désormais, ne signent plus tout et n'importe quoi, Laurence Parisot soupira : « **Les chiffres de l'économie chinoise font rêver les chefs d'entreprise, mais le Yangtsé n'est pas un long fleuve tranquille.** » A le voir charrier les cadavres des opposants, on imagine cependant ce qui, dans le modèle chinois, fait fantasmer le patronat. Mais chut ! Une fois de plus, Chirac s'est tû. Parler, montrer du doigt, c'est perdre de juteux contrats. Même si, de contrats, il n'y a plus.

Si Chirac se tait en Chine, une fois revenu au Château il retrouve sa faconde. « **Je suis dans une forme tout à fait convenable** », s'est-il extasié récemment. Si ce n'est pas une vraie-fausse déclaration de candidature, ça... Et d'enfoncer le clou, quelques jours plus tard : « **Ce que je veux, c'est l'action avant tout.** » Serait temps qu'il se calme, pépère, sinon il risque de claquer avant d'avoir goûté aux geôles de la république (oui je sais, je fantasme : à moins que Didier Wampas ne soit nommé garde des Sceaux, Chirac n'ira pas en prison).

Un autre qui l'évitera aussi, c'est le père Dominati. Dans l'affaire des faux électeurs du III<sup>e</sup>, aucune peine ferme n'a bien sûr été prononcée, le patriarche se permettant même de se payer la tête des juges : « **On parle de clan parce que je m'appelle Dominati.** » C'est vrai, ça, cessons un peu de stigmatiser les mafieux corses !

Autre stigmatisée : Ségo, qui s'empressa de corriger le tir après ses populeux propos sur les jurys du même nom : « Le peuple n'a pas toujours raison », a-t-elle cru bon de préciser. Certes, et ses scores dans les sondages le prouvent suffisamment.

Mamère, lui, est en colère, pas certain d'obtenir l'investiture pour les législatives : « **Les Verts se tirent une balle dans le pied** », s'est-il étouffé. À force de se flinguer à tout va, ça devait finir par arriver.

Pour finir, laissons la parole à Clémentine Autain, la Jean Seberg de la gauche de la gauche de la gauche de. Faisant référence aux difficultés qu'elle et ses potes rencontrent pour désigner un candidat, elle philosophait dernièrement : « **Si on y arrive pas cette fois-ci, c'est qu'on est vraiment des cons.** » Dont acte.

Frédo Ladrissé

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

### Les victimes des policiers sont toutes des menteuses !

Selon l'AFP, un garçon de 16 ans aurait été grièvement blessé à l'œil dans la nuit de samedi à dimanche à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) par un tir de flash-ball. Pour la police, il a été blessé après des incidents avec des policiers suite à une intervention de pompiers dans une cité HLM. Pour le père du jeune, son fils a été blessé par un policier en civil qui « lui a tiré dessus à bout portant au niveau du visage avec un flash-ball » alors qu'il rentrait chez lui. Il aurait perdu l'usage de son œil. Selon le procureur de Bobigny, « en l'état de la procédure, il n'y a pas de lien de causalité entre l'utilisation du flash-ball et la blessure à l'œil gauche ». Ben voyons!



### Oaxaca : police partout justice nulle part

Selon l'Humanité en reportage à Oaxaca : « En cinq mois d'occupation, il n'y avait pas eu un seul vol, un seul problème avec l'APPO. Les policiers ont tout cassé pour voler », selon les dires d'une commerçante. Les forces fédérales, censées reprendre le contrôle de la ville, se sont « servies » au passage et ont « visité » les maisons des leaders de l'APPO. Ils ont usé d'armes à feu, gaz lacrymogène et canon à eau, devant une population désarmée, qui a pris comme étendard la « résistance pacifique » : drapeaux mexicains et fleurs



pour les policiers. On comptait officiellement un mort et près de vingt-cinq détenus, mercredi 1<sup>er</sup> novembre 2006. Ulises Ruiz, qui se refuse toujours à démissionner, a retrouvé après cinq mois d'absence, son bureau dans le palais du gouverneur. Le PRI, son parti, menace de « terminer le travail des fédéraux. Nous sommes prêts à rétablir l'ordre quelle que soit la manière employée ». Y compris le napalm ?

### Les vacances sont finies !

Le Collectif des exilés du 10<sup>e</sup> arrondissement dénonce l'expulsion mardi 31 octobre des SDF français, Roms et Iraniens qui avaient planté leurs tentes 143, rue de Valmy et que quelques-uns de nos camarades ont essayé de soutenir durant l'été. Selon un membre du collectif : « certains ont été placés en centre d'hébergement, mais d'autres restent sans solution. Leurs affaires ont été jetées dans des camions et détruites ». Ça rappelle les méthodes expéditives d'un maire alsacien qui a mis le feu à 12 caravanes de Roms, sous prétexte qu'elles dérangeaient les villageois. Elles étaient en fait garées entre une déchèterie et une usine chimique désaffectée ! Mais en ces temps où l'emploi du kärcher tend à se banaliser...

### Un syndicat suisse espionné par la CIA

SYNA, le deuxième syndicat suisse, vient d'apprendre par la police fédérale qu'il aurait été victime d'espionnage de la part de la CIA, qui aurait tenté d'obtenir des informations sur ses adhérents. Le parquet fédéral a annoncé : « l'ouverture d'une enquête, en précisant que « les recherches, menées intensivement, ont corroboré les soupçons », et que les personnes qui auraient commis ces infractions ont pu être « identifiées ». Les poursuites, d'ordre politique, doivent maintenant recevoir le feu vert du gouvernement. À notre humble avis, ce n'est pas acquis !

### Retour à la messe en latin ?

Le nouveau pape araignée vient de tendre une main amicale à l'église intégriste de Philippe Laguérie, ancien proche de Monseigneur Lefebvre, après avoir en septembre dernier reconnu l'Institut du Bon Pasteur. Cette fois-ci, Benoît 16 s'apprête à signer un décret facilitant la célébration de la messe en langue vernaculaire le modéré *Témoignage chrétien* : « Chez les traditionalistes, on compte des « Versaillais », mais également des gens ultradynamiques, jeunes, identitaires, parfois liés à l'extrême droite, parfois non, qui utilisent très bien Internet et ont su se faire entendre du pape. Par cet engagement, ils ont le sentiment d'avoir

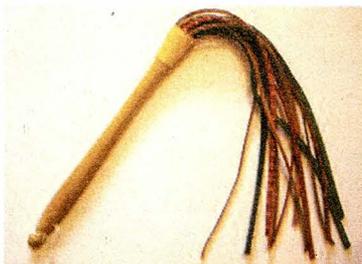
été entendus et se sentent portés. » Les cathos de gauche n'ont qu'à se transformer en communards !

### Ségozy Sarko-Royale veut remettre les familles « au carré » !

Mme la Royal affiche autant de fermeté que son challenger dans un entretien publié dans les quotidiens régionaux *Le Progrès* et *Midi-Libre*. Elle indique qu'elle n'entend « pas laisser des gamins de 12-15 ans faire la loi dans le pays. C'est dès la première incartade qu'il faut sévir ». Ça va devenir de plus en plus dur de dissocier les copies des originaux dans cette campagne, où tout le monde pompe sur la copie du copain, de la gauche à la droite et à l'extrême droite. Quel jeu passionnant les élections !

### Il fallait y penser la note de vie scolaire

L'article 32 de la loi du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école entre en vigueur cette année. « L'apprentissage de la civilité et l'adoption de comportements civiques et responsables constituent des enjeux majeurs pour le système éducatif. La note de vie scolaire s'inscrit dans cette démarche éducative qui concerne toute la scolarité au collège. Elle devient une composante à part entière de l'évaluation des élèves. », Dixit le BO. Cette note est attribuée en fonction de quatre domaines : l'assiduité de l'élève – si tu viens en cours, tu as 10/10 ; le respect du règlement intérieur – fais ce qu'on te dit et tu auras aussi 10/10 ; la participation de l'élève à la vie de l'établissement – sois délégué dans ta classe, inscris-toi au club « aide humanitaire » ou « échec » et tu auras des points en plus ; et enfin l'obtention de des attestations de sécurité routière et de formation aux premiers secours – là encore des points en plus. Le professeur principal avec les autres membres de l'équipe « pédagogique » propose une note par trimestre. Un rôle bien éducatif. Il faut bien pousser les élèves à s'investir dans leur collège, non ? Encore un ministre de l'Éducation qui cherche de vraies solutions.



# Nouvelles des fronts

**ÉLECTIONS PIÈGES À...**, pardon, démocratie participative piège à naïfs! Nouvelle mode électorale et /ou manipulation démagogique? Les Brésiliens ont déjà acheté le produit, le PT de Lula l'a déjà vendu et rien sur le fond n'a changé au Brésil. Mythe de la nouvelle gouvernance où les riches restent les riches mais où les pauvres se dupent de nouvelles illusions. Nous autres syndicalistes nous connaissons bien l'entourloupe, les patrons modernistes nous ont déjà fait le coup depuis les années quatre-vingt: le coup du management participatif, et là encore rien n'a changé. Les décisions stratégiques sont toujours prises par les mêmes mais le menu du resto d'entreprise et la couleur de la cafétéria sont décidés par référendum. Ça change tout, avant de se faire délocaliser! Une fois encore le politique essaie de nous faire passer des vessies pour des lanternes. Combien s'y laisseront-ils encore prendre?

Sur le front, les retraités sont sortis de leur réserve le 19 octobre pour exiger une revalorisation des pensions. Peut-être devraient-ils brûler leurs cartes d'électeurs, histoire de faire peur aux nouveaux chantres (chancres?) de la participation et du référendum populaire. Toujours en octobre, grève des praticiens hospitaliers, grève et victoire au Théâtre de la Colline (Paris) où les salariés ont obtenu des hausses de salaire. Grève et victoire aussi au Centre Pompidou où un salaire minimum de 1350 euros par mois et une revalorisation salariale ont été acquis, où encore 12 emplois seront créés et 8 contrats précaires « consolidés ». Grève encore à l'Unedic contre le rapprochement des services informatiques de l'ANPE et de l'Assedic synonyme de réduction d'effectif pour les uns et de flicage accru pour les autres. Et surtout superbe grève « illimitée » et action directe dans les mines de nickel de Nouvelle-Calédonie qui ont menacé le port de Nouméa de paralysie. Un mouvement radical contre l'embauche de travailleurs philippins au rabais et pour l'emploi des locaux.

De son côté, le patronat se rebiffe et poursuit son grand œuvre libéral. Sanofi-Aventis liquide 140 emplois, Valéo en supprime 60 à Caen (Calvados) because délocalisation. La SNCF, dans le cadre de son plan fret, annoncerait, à terme, la suppression de 7000 emplois. On peut souhaiter que le 8 novembre, pour la grève nationale appelée par les organisations

syndicales de cheminots, il y ait plus de monde dans la rue que de gaziers l'autre jour, sinon... Chez Ford en Gironde, ils sont plus malins, ils jouent de la préretraite pour 180 salariés. Ça rassure et, surtout, ça démobilise les 2626 qui restent pour l'instant, au moins jusqu'à la prochaine fois. Noos, maintenant on connaît les chiffres: ce sont 792 suppressions d'emploi sur 1350. Quant à Libé, ça sent le gaz, l'héritier Rothschild refuse le plan du sauveur Plenel. Le journal qui vend de la daube aux bobos est en grand danger. Il n'y aurait pas cent emplois en jeu, on pourrait se réjouir qu'un journal qui boycotte le mouvement libertaire depuis toujours disparaisse.

Dans le monde, pas de quartier contre le travail. Lisbonne (Portugal): General Motors ferme son usine et vire 1200 prolos. Bombardier, secteur aéronautique, supprime 1300 emplois au Canada et en Irlande. Airbus liquide 1000 postes d'intérimaires en Allemagne sur environ 7300. Que les Toulousains prennent garde, ça pourrait bientôt être leur tour! Toujours outre-Rhin, Michelin veut imposer le retour aux 40 heures, contre 37,5 aujourd'hui, afin d'augmenter la productivité de 30%. Les travailleurs de Clermont-Ferrand devraient se le tenir pour dit! Les patrons français font leurs mauvais coups hors les murs et vice versa pour les patrons d'ailleurs... Ça fait moins jaser l'électeur.

Ailleurs dans le monde, une classe est aussi en lutte. Aux États-Unis et au Canada, 12 usines Goodyear sur 36 ont été paralysées par une grève qui a mobilisée 15000 travailleurs, ce qui n'est pas sans inquiéter les actionnaires, qui craignent pour leur bénéf. États-Unis toujours, grève de 5300 nettoyeurs à Houston qui revendiquent un salaire minimum décent et l'accès aux soins. Dans le même temps, le syndicat des travailleurs de la communication (CWA) dénonce les conditions de travail des salariés des « call centers » (centres d'appels) en Inde, qui travailleraient de 48 à 54 heures et traiteraient 180 clients par jour, contre 75 en moyenne aux États-Unis. On imagine le stress des uns et le profit des autres.

Grève de trois jours à la radio nationale du Burundi, là encore pour les salaires. Grève enfin en Finlande dans la compagnie aérienne « low-cost » Finnair. Les salariés s'opposent à l'embauche de 500 nouveaux collègues à des



Salarié de Goodyear en grève, à Tyler, au Texas.

salaires inférieurs de 30%, qui, mais ce n'est pas écrit, pourraient, lors de la prochaine purge, pourquoi pas, les remplacer.

Quelques chiffres pour conclure. L'Espagne, compte tenu de sa démographie, aura besoin de quatre millions de travailleurs immigrés d'ici à 2020. Les passeurs et les noyés africains ont de beaux jours devant eux, au moins certains d'entre eux. Accident du travail, les salariés de la route subissent et quelquefois provoquent 70000 accidents par an, résultat des courses: 600 morts annuels et probablement dix fois plus de blessés. Un chiffre en constante progression grâce au tout-camion et aux exigences du « toujours plus vite » imposé par les employeurs accroc du zéro délai, zéro retard. France: 3 millions de personnes sont sans logement ou mal logées, 1 million d'enfants vivent dans la grande pauvreté, 3 millions d'individus sont dépourvus de couverture maladie complémentaire, et pourtant l'abbé Pierre n'en finit pas de mourir. Allemagne: 6,5 millions d'habitants, surtout à l'Est, sont « déconnectés » du tissu social et forment une classe de nouveaux pauvres et 16% des Allemands se considèrent menacés dans leur emploi. Et on s'étonne que les fascistes ici, les ultracathos ou ultranationalistes là-bas montrent leurs muscles?

Hugues

Groupe Pierre-Besnard

# Grève à la SNCF du 8 novembre une simple mise en train ?

À L'HEURE OÙ CE NUMÉRO du *Monde libertaire* sera entre vos mains, la grève carrée<sup>1</sup> à la SNCF aura eu lieu.

Comme à l'accoutumée, la volaille médiatique aura déversé un monceau de fiente sur les « nantis et privilégiés » qui « prennent les "zuzagers" en otage » puis, lâchement soulagée de constater que le grillage de leur volière est toujours intact, s'en sera retournée à ses habituels caquetages ou autres gloussements énamourés devant la main qui les nourrit.

Mais puisque la plupart des médias nous servent un infâme brouet sur ce type d'événement, ou dans le meilleur des cas nous proposent une version tronquée et parcellaire des choses, voyons de plus près de quoi il retourne exactement en répondant au préalable à la question suivante: la SNCF est-elle encore une entreprise intégrée ou bien une holding qui ne veut pas (encore) dire son nom ?

Dans l'esprit de certains, la première proposition prévaut, or par scissiparité la SNCF a donné naissance, en 1997, à l'EPIC baptisé RFF. Pour se matérialiser, cette décision a reposé conjointement sur la volonté des libéraux de Bruxelles (truisme) mais aussi sur la servilité et la complicité des nombreux relais hexagonaux des premiers.

Le rappel de ce fait n'est pas anodin. En effet, instituer en droit la partition de la SNCF est revenu à accorder un blanc-seing aux promoteurs de la centrifugeuse qui rejette à l'extérieur du périmètre initial les activités sur lesquelles la sphère marchande de droit privé peut planter ses crocs. Parallèlement, cette mesure a permis de charger indirectement la « mule » SNCF du fardeau de la dette qui a été le cadeau de naissance de l'État à RFF. Comment se déroule cette opération de bonneteau qui dure depuis cet heureux événement (sic) ? Tout simplement par une augmentation continue des péages (redevances d'infrastructure) facturés par RFF à la SNCF.

Toile de fond de ces grandes manœuvres: une baisse continue des effectifs, de nombreuses fermetures de gares et de lignes, une externalisation accrue de certaines prestations, une réduction drastique des budgets d'infra-

structures (hors TGV) et, pour faire bonne mesure dans le resserrement des cordons de la bourse, un tour de vis sur les augmentations salariales pour éviter que celle-ci ne « dérive », comme disent ces pitoyables et particulièrement nocifs Diafoirus !

Armes et stratagèmes principaux de la direction et de ses complices pour faire passer sa politique, les oligarques internes à l'entreprise, secondés par leurs nombreux vassaux et appuyés par le principal de la classe politique, fondent le noyau de leur topique et de leur pratique sur des ressorts invariables :

- la naturalisation d'un certain discours économique et sa réitération *ad nauseam*, exemple: « que l'on soit d'accord ou pas, la concurrence existe et nous devons y faire face » ;

- la sacralisation du mot « client » et en parallèle la dévaluation du terme « usagers » ;

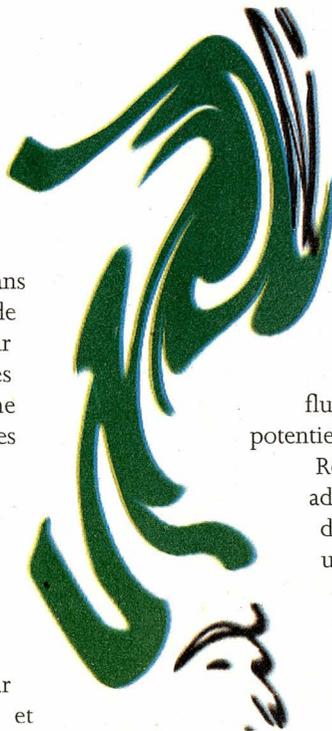
- le mépris ostensiblement affiché (malgré les tentatives de séduction sur le thème « favorisons le dialogue social ») des syndicats et, d'une manière plus générale, la stigmatisation de tous ceux qui se réfèrent à la notion de service public. Remarquons à cet égard les manipulations qui visent, par effet de catégorisation, à dresser les cheminots jeunes (de préférence les cadres) contre les anciens. Les premiers dans le beau rôle des réalistes, les seconds dans celui d'indécrottables passésistes ;

- la multiplication des outils de management et de contrôle ;

- la culpabilisation, exemple: « vous avez la chance de bénéficier d'un statut avantageux par rapport à l'immense majorité des salariés » ;

- [...] car cette liste est loin d'être exhaustive !

Quelles sont les responsabilités particulières des anarchistes et de tous leurs « brothers in fight » ?



Notons d'abord que les cheminots disposent, en tout cas en l'état actuel des choses, d'organisations syndicales dont le poids, la capacité d'influence et de mobilisation sont... potentiellement considérables.

Remarquons inversement que nos adversaires savent occuper le terrain de l'idéologie avec une constance et une pugnacité redoutables.

L'indispensable prise en compte de ces données majeures d'environnement social et politique doit impérativement nous inciter et conduire à :

- rompre avec le syndrome de la citadelle assiégée, c'est-à-dire à dépasser un mode de pensée et d'action voué quasi exclusivement à la seule défense de la SNCF et de ses salariés ;

- proposer des perspectives claires de lutte à l'ensemble des travailleurs en faisant émerger la nécessité absolue d'organiser et de coordonner nos actions, en particulier avec les salariés des secteurs publics (enseignants, gaziers, postiers, etc.) ;

- démontrer encore et encore que la fragmentation et la dispersion des luttes sont inefficaces la plupart du temps et démoralisatrices souvent ;

- mieux nous appuyer et nous lier avec les syndicats (le singulier s'impose presque), syndicalistes et non encartés qui ne galvaudent pas le verbe lutter.

Le chemin que nous aurons à parcourir sera long et loin d'être confortable, soyons-en sûrs, mais si nous savons tracer la voie alors nous ne déraillerons pas, bien mieux, nous mènerons les trains des luttes à bon port.

**Sami Chemin**

Groupe Élisée-Reclus d'Ivry-sur-Seine

1. Grève de 24 heures, mais une définition libre donne ceci: art des bureaucraties syndicales qui consiste à faire tourner les travailleurs en rond puis, quand leur combativité est éteinte, à les enfermer dans le cercle de la résignation.

# Oaxaca ne sera jamais vaincue



Manifestants à Oaxaca le 2 novembre 2006

EN QUATRE MOIS ET DEMI, la commune libre de Oaxaca a connu de nombreux assassinats perpétrés par des militants, policiers et élus du PRI du gouverneur Ulises Ruiz. Ceux-ci ont abattu 15 personnes en tout. L'offensive de la police fédérale préventive (PFP) a été justifiée par le Président Vicente Fox afin de mettre fin aux violences, notamment à la suite des quatre assassinats du 27 octobre. Le lendemain, la PFP entre dans la commune de Oaxaca et démantèle les barricades. La résistance de l'APPO est pacifique mais est incapable de faire face à la police et aux moyens colossaux mis en œuvre (blindés, canons à eau, hélicoptères, policiers armés de mitraillettes, etc.). Les barricades protégeant Oaxaca ne tiennent pas longtemps et trois manifestants meurent des violences policières... les premiers assassinés par l'État. Les 4500 hommes de la police anti-émeute reprennent le contrôle du centre-ville et déloquent le campement des grévistes.

Les assassins qui ont ensanglanté Oaxaca pendant plusieurs mois, eux, ne sont pas inquiétés. Certains sont clairement identifiés et connus mais ne sont pas arrêtés par la police. Le président Fox prétend rétablir la paix : « à Oaxaca, la paix sociale et la tranquillité sont revenues », alors qu'il ne fait que réprimer un mouvement populaire pacifiste et laisse tranquille les responsables des meurtres. Ceux-ci continuent même les menaces de mort à l'encontre de l'APPO ainsi qu'à la Ligue mexicaine des droits de l'homme. De même, des militants du CIPO-RFM (« Consejo Indígena Popular de Oaxaca "Ricardo Flores Magón" ») ainsi que deux anarchistes nord-américains (du Pittsburgh Organizing Group - POG) ont été menacés par des priistes.

L'occupation du centre-ville par la PFP a donné lieu aussi à des exactions. Des magasins ont été pillés par les policiers, qui sont entrés également dans des habitations. Alors qu'il n'y avait pas eu de problèmes importants de vol durant les quatre mois d'occupation de l'APPO et de l'absence de police. Celle-ci, censée rétablir la paix, est seulement un facteur de troubles et de chaos.

## De la résistance non-violente à l'offensive

L'APPO est un mouvement populaire pacifiste qui se traduit, entre autres, par un refus de la

confrontation avec les policiers et de l'utilisation de moyens violents contre eux. Ainsi, le 29 octobre, le mot d'ordre était-il de défendre les barricades mais d'éviter la confrontation violente avec la police. Le mouvement populaire veut mettre fin aux violences et refuse donc l'emploi des mêmes méthodes que l'ennemi. C'est un mouvement qui se veut aussi exemplaire et veut faire taire les calomnies propagées par les médias mexicains. L'APPO ne voulant pas tomber sur le terrain de la réaction, la meilleure arme de résistance c'est la mobilisation populaire la plus large.

Ce pacifisme intégral ne fait toutefois pas l'unanimité, car il y a bien eu quelques affrontements avec la PFP, des manifestants avaient même réussi à incendier des cars de police. Mais ces actions ont été considérées comme des provocations par l'APPO. De plus, la prise de la ville par la police a été facile et a quasiment mis un terme à la Commune de Oaxaca.

Le 2 novembre, la police tente de démanteler les barricades de la cité universitaire et de mettre fin à la dernière radio de l'APPO. L'université constitue alors un des derniers bastions de la rébellion. Elle dispose également de la statue d'autonomie, donc les forces de police et armées n'ont pas le droit d'y pénétrer. Le rectorat soutient alors les étudiants. La police justifie l'invasion car il y aurait prétendument des armes cachées. Pendant plus de six heures, l'université subit l'assaut de la police ainsi que de groupes priistes armés (qui eux, bien sûr, ne sont pas inquiétés). La radio permet de mobiliser et d'appeler la population à défendre l'université. Des milliers de gens convergent alors qui utilisent des lance-pierrres, des frondes, des cocktails molotov, etc., contre la PFP qui, peu à peu, se fait encercler par la foule. Des paramilitaires priistes tirent des coups de feu sur les révoltés de Oaxaca, mais heureusement il n'y a pas eu de mort. La PFP est alors obligée de reculer.

L'APPO, vers 14 heures, appelle à l'offensive générale populaire et, peu après, la PFP reçoit l'ordre de se retirer jusqu'à l'aéroport. Il y a eu 32 arrestations et 70 blessés. Des personnes, dont des enfants, ont aussi été enlevées dans des camionnettes. Ces affrontements ont montré que si l'APPO refuse la violence, le peuple n'a pas non plus l'intention de se laisser tirer dessus sans réagir<sup>1</sup>.

## Vers une mobilisation populaire large

Suite à cette victoire, plusieurs décisions ont été prises. Des barricades doivent être de nouveau construites dans la capitale et une grande manifestation va avoir lieu dimanche prochain qui ne sera pas seulement dirigée contre le gouverneur Ulises Ruiz mais aussi contre le Président Fox. L'intervention policière contre Oaxaca a ainsi radicalisé encore un peu plus la population.

Depuis l'occupation du 28 octobre par la PFP, une vaste mobilisation de soutien s'est déclenchée à travers tout le Mexique. Des manifestations ont eu lieu à Mexico et des avenues ont été bloquées. La Otra Campaña et les zapatistes ont effectué aussi des barrages sur les routes du Chiapas. Des renforts sont venus soutenir la population à Oaxaca. Les professeurs menacent de provoquer des grèves dans tout le pays.

Des dizaines de rassemblements de soutien ont eu lieu à travers le monde devant les ambassades et les consulats du Mexique. Une journée d'action internationale de solidarité avec la Commune libre de Oaxaca aura lieu le 20 novembre.

Au bout de presque cinq mois, ni le gouverneur ni la police fédérale n'ont réussi à en finir avec l'insurrection populaire. La victoire du 2 novembre a permis de sauver la Commune de Oaxaca, mais celle-ci se trouve toujours en danger. La lutte continue.

Pascal  
groupe Claaaaaash

<sup>1</sup> « Nous appelons seulement à la résistance pacifique, toutes nos actions se sont réalisées dans l'ordre et de manière pacifique, nous avons donné l'ordre de se replier et de ne pas tomber dans les provocations, nous appelons à ne pas tomber dans les provocations dues aux agressions de la PFP. Mais apparemment les messieurs laquais de l'impérialisme, MM Fox et Calderón, confondent prudence et débilite, ils confondent pacifisme et couardise et, croyant que le peuple de Oaxaca est un peuple de lâches, ils essaient d'en finir avec lui », in Communiqué du 2 novembre de l'APPO.

# Roms, sans-papiers...

## À Saint-Ouen les luttes continuent !

**LUNDI 29 OCTOBRE**, les trois familles sans-papiers évacuées quelques jours plus tôt (voir ML n° 1453) avaient décidé de réinstaller leur campement, place de la mairie, à Saint-Ouen. La municipalité faisait aussitôt appel à une société de gardiennage, vigiles et maîtres-chiens envahissaient le lieu, qu'ils ne tardèrent pas à quadriller de barrières métalliques. Une bagarre s'ensuivit, à l'issue de laquelle trois personnes furent arrêtées, heureusement bientôt relâchées. Dès lors, au vu de la militarisation de la place, le nouveau campement n'eut d'autres choix que de s'installer sur un des côtés de la mairie. Alors que s'annonçaient les rigueurs de l'automne, des enfants dormaient à nouveau sous la toile. Rassurons les amis des bêtes : chiens et vigiles bénéficiaient, eux, d'un local chauffé, à quelques pas du campement, ancien commissariat désaffecté mis à leur disposition par la municipalité... Cynisme des autorités locales.

Après cinq nouvelles nuits passées dehors, il fut décidé, samedi 4 novembre, d'envahir pacifiquement Mains d'œuvres, lieu culturel situé non loin de la mairie. L'accueil y fut des plus cordiaux, et les familles purent s'installer dans la grande salle servant habituellement à la restauration. À l'heure où nous bouclons, elles s'y trouvent encore, avec l'accord sans restriction de l'équipe de Mains d'œuvres.

Pendant ce temps, sur le territoire de la même commune, une quarantaine des familles Roms, installés depuis avril sur un ancien site EDF, sont à leur tour menacés d'expulsion (rappelons que la trêve hivernale ne s'applique pas aux squats). S'ils ont reçu de la police l'assurance qu'aucune action n'était, pour l'heure, envisagée à leur rencontre (la bonne blague...), le propriétaire officiel, la Ville de Paris, a mis le temps mais s'est réveillé. Hors de question de laisser ces gens s'installer dans la durée... Contactée, la mairie de Saint-Ouen a joué les Ponce Pilate : s'agissant d'un site privé, elle dit n'être pas concernée. Les demandes de soutien sont donc restées lettre morte, et elle n'a pas cru nécessaire d'envoyer un représentant lors de la rencontre entre Roms et propriétaire du lieu. Pourtant, leur demande est bien différente de celle des sans-papiers. Eux ne demandent pas de relogement (ce qui serait pourtant légitime), ils demandent seulement à ce qu'on les laisse s'abriter derrière ces murs lépreux, sur

ce site abandonné depuis des années. Mais c'est encore trop demander...

Ce site, il faut le voir, imaginer le dénuement dans lequel vivent soixante personnes, dont une vingtaine d'enfants. Un unique point d'eau, situé dehors, sur le trottoir. Des ouvertures murées, peu ou pas d'électricité et, bien entendu, pas de chauffage. Évidemment ils savent que ceci est encore préférable à la rue, à l'errance. C'est, en fait, une simple question de bon sens. Une simple question d'humanité. Cet endroit, friche industrielle, est un lieu vide, sans utilité d'aucune sorte. Il suffit pourtant que des gens s'y installent, dans une extrême précarité, pour qu'il devienne vital de les en déloger... Cynisme, à nouveau, bien réel.

Entre les sans-papiers et les Roms, la convergence, petit à petit, est en train de se faire. Dans la difficulté : de culture, de langues différentes, porteurs de revendications propres, le dialogue ne va pas de soi. Mais des rencontres, des échanges ont eu lieu, les Roms proposant spontanément aux « campeurs » de s'installer avec eux, ces derniers s'inquiétant du sort d'enfants, non-scolarisés (une demande en bonne et due forme a été déposée en mairie, mais n'a, à ce jour, toujours pas reçu de réponse). Si ces échanges ne se sont pas traduits pour l'instant par des actions communes (chacun étant dans l'ur-



Photo Sophie Garcia.

gence de sa lutte spécifique), ce qui rapproche ces deux groupes n'en est pas moins plus important que ce qui les sépare. En premier lieu, une nouvelle fois, la question de leur visibilité.

C'est pour ne pas devenir invisibles et donc, être condamnés à l'oubli pur et simple, que les sans-papiers ont décidé de réinstaller leur campement. D'ailleurs, dans cette optique, leur installation à Mains d'œuvres pose problème, ils en ont parfaitement conscience : débarrassée de ces gêneurs trop voyants, la municipalité pourrait se satisfaire de la situation. Les Roms, eux, avaient fait le choix d'une invisibilité relative, comptant sur leur discrétion pour s'assurer une certaine tranquillité. Cette stratégie, comme on le voit, a ses limites, et la menace d'une expulsion les a contraints à sortir de l'ombre. En tant que laissés pour compte tant du capitalisme que du communisme de gestion, les uns et les autres partagent ici un même intérêt. De leur capacité à se montrer, à s'exposer, à s'imposer à ceux et celles qui s'obstinent à les ignorer, dépend désormais l'issue d'une lutte qui a pour nom dignité. Partout, soutenons-les!

**Rebecca**

*Groupe Louise-Michel*



Familles Roms de Saint-Ouen occupant l'agence commerciale EDF à Saint-Denis le 27 octobre. Photo Daniel Maunoury

# Scène de l'homophobie ordinaire dans une entreprise du Loiret

**JEAN-FRANÇOIS** travaille dans une imprimerie à Malesherbes (Loiret) où, depuis plus de deux années, Thierry, un collègue, le provoque quotidiennement par des sous-entendus homophobes ou des sollicitations homosexuelles. Comme s'il s'y mêlait autant de pulsions fantasmées que de frustrations sexuelles. C'est état de fait est connu de l'ensemble de la hiérarchie, qui ferme les yeux. Or J.-F., avant d'avoir été physiquement agressé sur son lieu de travail, n'y avait jamais donné suite. Mais, un soir, il est victime d'un guet-apens sur le parking de l'entreprise. Toujours le fameux Thierry: il l'attendait dans sa voiture, sort, l'empêche de partir et le frappe, jusqu'à l'arrivée d'un collègue qui vient interrompre le carnage et l'avalanche des coups. Or, comme personne ne l'ignore dans l'entreprise, J.-F. bénéficie du statut de travailleur handicapé, ayant été victime d'un accident du travail, dans la même société, qui avait entraîné une fracture du bassin, avec un handicap reconnu de 9 %.

## Quand on lui parle homophobie, le gendarme... rie

De retour à son domicile et quatre heures après l'agression, J.-F. commence à ressentir de vives douleurs et s'inquiète des possibles séquelles et conséquences engendrées par son agression. Il décide alors de porter plainte à la gendarmerie de la petite ville. Stupéfaction: on lui apprend que son agresseur l'a devancé et a, dorés et déjà, déposé une main courante, et de renverser ainsi la situation à son profit. Les représentants de l'ordre public conseillent alors à J.-F. de faire établir un certificat médical, afin de pouvoir enregistrer sa plainte. Le lendemain matin, c'est chose faite et J.-F. retourne à la gendarmerie muni d'un certificat médical qui, sans ambiguïté, constate nombre d'ecchymoses, de contusions, d'hématomes divers et prescrit une radiographie du bassin ainsi que neuf jours d'arrêt de travail. Pour autant, les gendarmes refusent toujours d'enregistrer la plainte, prenant prétexte que la mention ITT (invalidité totale du travail) ne figure pas en toutes lettres! J.-F., après un aller et retour de 50 kilomètres, rapporte le certificat en bonne et due forme, pour autant la plainte n'est toujours pas enregistrée, les gendarmes renvoient J.-F. car « ils viennent d'être mobilisés sur une grosse affaire », ce qui sous-

entend au passage que son agression n'en est pas une, et le prie de « rester en contact avec la gendarmerie qui fera une enquête, quand elle en aura le temps »! J.-F. relance le commandant de la brigade à plusieurs reprises par téléphone. Une première fois, trois jours après, un gendarme reconnaît les propos dilatoires, mais rien de plus précis, et que, donc, l'enquête doit se poursuivre.

## Vous avez dit bizarre...

Après un autre passage au poste et de nombreux coups de fil, le commandant de la gendarmerie donne son verdict le vendredi 20 octobre 2006. Sur un ton enjoué, il explique à J.-F. qu'il a rencontré son agresseur qui lui a promis de... « se tenir sage »: du côté des autorités, l'affaire est donc résolue! Devant le scepticisme de J.-F., le gradé s'étonne de son ingratitude et se déclare très déçu de son attitude! J.-F. lui rappelle son projet de porter plainte, ne pouvant se satisfaire d'une main courante pour une agression de ce type qui, selon lui, doit être portée devant un magistrat, prenant en référence l'article 15-3 du code de procédure pénale<sup>1</sup>. Le commandant stoppe « ses digressions » et, après un silence lourd de sous-entendus, lui donne enfin rendez-vous mercredi 25 octobre pour le dépôt de la plainte, c'est-à-dire seulement... 26 jours après les faits! Mais dans cet espace kafkaïen, le simple fait d'insister pour que « les termes de la plainte soient tout simplement conformes avec les faits » peut apporter des ennuis. En effet, J.-F. refuse de signer un document où une femme gendarme a remplacé le terme « homosexuel » par celui de « bizarre ».

## Les syndicats ne se bousculent pas au portillon

Quelques jours après l'agression et de retour à l'imprimerie, Jean François informe un représentant syndical présent sur le site de production et lui demande conseil. Celui-ci lui promet de rencontrer la hiérarchie de l'entreprise le soir-même. Mais le lendemain il lui apprend que la victime est considérée par la direction comme « responsable des coups qu'elle a pris »! Le désintérêt des syndicats pour ce salarié s'explique peut-être par le fait que J.-F. est employé d'une entreprise sous-traitante et que, à ce titre, il ne peut prétendre

être défendu au même titre que les employés réguliers de la boîte. Reste à savoir si les représentants syndicaux de l'entreprise de J.-F. seront plus efficaces. Mais, dorés et déjà, nous savons par l'intéressé que la démarche ne sera pas facilitée par l'éclatement géographique des activités de cette entreprise (forte, néanmoins, de 1 500 salariés) qui rend difficile le lien avec les élus syndicaux. Quoi qu'il en soit, les amis et soutiens de J.-F. tiennent à rappeler qu'il n'existe encore, preuve du contraire, qu'un seul et unique code du travail, valable pour toutes et tous les salariés!

## Des conséquences au quotidien ou comment ne pas tomber dans la paranoïa

Depuis son agression et subissant de séquelles, J.-F., qui ne fermait jamais sa porte à clé, s'enferme à présent chez lui. Vivant un stress permanent, il est victime de troubles du sommeil et de l'alimentation. Mais il est avant tout victime de la bêtise basique et victime collatérale d'un système où le patronat sacrifie la santé de ses employés en se rendant complice d'une violence instituée et en se cachant sous le prétexte éternel et récurrent de la rentabilité, pour empêcher tout mouvement de solidarité autour de J.-F. De plus, devant une gendarmerie qui collabore, on comprend que les victimes de violences se laissent souvent aller au désespoir, au silence et à la résignation. Heureusement, J.-F. n'est pas totalement isolé, il milite dans un groupe de la FA. Il nous a transmis les faits bruts, que nous reproduisons dans cet article, et nous comptons sur toutes les associations antihomophobes pour relayer ce témoignage et lui exprimer sa solidarité. Homophobie, sexisme No Pasaran!

Patrick Schindler

Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

1. Article 15-3 du code de procédure pénale: « La police judiciaire est tenue de recevoir les plaintes déposées par les victimes d'infractions à la loi pénale et de les transmettre, le cas échéant, au service ou à l'unité de police judiciaire territorialement compétent. »

# Appel du conseil central ouvrier d

## À tous les conseils d'usine, d'arrondissement et de département

**Cinquante ans après, la révolution hongroise de 1956 fait encore parler d'elle. Malgré certains aspects nationalistes et étatistes, elle fut marquée par son antistalinisme et ses revendications autogestionnaires, que l'on a pu retrouver à travers les conseils ouvriers qui se formèrent un peu partout en Hongrie. Le Monde libertaire reproduit l'Appel du Conseil central ouvrier du Grand-Budapest pour rappeler ce que fut ce mouvement social spontané qui finit stoppé et réprimé par l'URSS.**

### CAMARADES OUVRIERS,

Le Conseil central ouvrier des usines et des arrondissements du Grand-Budapest élu démocratiquement par la base vous adresse un appel et des informations dans le dessein de resserrer encore nos rangs et de les rendre plus unis et plus forts.

On sait que le Conseil central ouvrier du Grand-Budapest a été créé sur l'initiative des grandes entreprises, le 14 novembre dernier, afin de coordonner le travail des conseils ouvriers des usines et de se faire le porte-parole commun de leurs revendications. Depuis sa création, le Conseil central a, sans opportunisme, présenté aux instances les plus diverses les revendications des ouvriers du Grand-Budapest et, bien que les résultats ne soient pas suffisants, loin de là, nous pouvons néanmoins affirmer qu'au cours de ces négociations nous n'avons à aucun moment abandonné les objectifs essentiels de notre glorieuse révolution nationale du 23 octobre.

Ainsi que nous l'avons toujours fait, nous affirmons une fois de plus que nous avons reçu notre mission de la classe ouvrière. Fidèles à cette mission, nous défendons, fût-ce au prix de notre vie, nos usines et notre patrie contre toute tentative de restauration capitaliste. Nous proclamons en même temps notre volonté d'édifier l'ordre social et économique dans une Hongrie indépendante et à la manière hongroise. Nous n'abandonnerons aucune des revendications de la révolution. Nous considérons que le travail est la base de la société. Nous sommes des ouvriers et nous voulons travailler. Voilà pourquoi nous avons convié au Palais des Sports à Budapest, pour le 21 novembre dernier, les représentants de la province, des départements, afin que, à la réunion d'un conseil ouvrier national, nous discutions des questions les plus importantes qui nous préoccupent, notamment de la possibilité d'une reprise du travail.

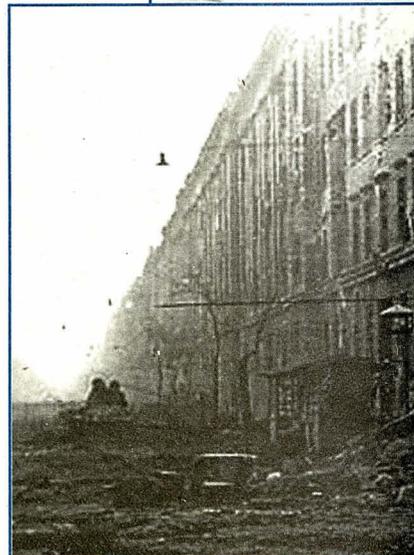
Bien que nous ayons fait part à l'avance de nos intentions au gouvernement et que nous ayons même invité celui-ci à envoyer un

représentant, le gouvernement a interdit notre réunion. Cette mesure inattendue a envenimé la situation. Dès que l'interdiction a été connue, les ouvriers des usines de Budapest ainsi que les travailleurs des Transports ont cessé le travail et ont commencé une grève de protestation, sans avoir reçu aucune directive du conseil central.

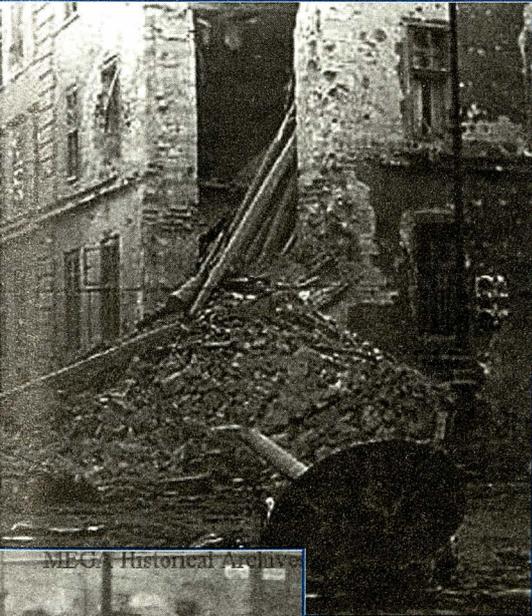
Malgré tout, nous avons établi des rapports avec les délégués de province. Nous avons voté une résolution stipulant qu'en dépit de la grève de protestation de quarante-huit heures nous étions prêts à reprendre le travail dans tout le pays sans pour autant renoncer à notre droit de grève, à la condition expresse que le gouvernement reconnaisse le Conseil ouvrier national comme seul organisme représentatif de la classe ouvrière et qu'il continue sans délai les négociations relatives à nos revendications. Celles-ci ont été définies par nous, le 14 novembre, conformément aux objectifs essentiels de la révolution.

Un comité ouvrier représentant notre Conseil et complété par un membre de la délégation des mineurs de Pécskomio a eu un entretien à ce sujet avec János Kádár, président du Conseil des ministres, dans la nuit du 22 au 23 novembre.

Le 23 novembre au matin, József Balaázs, l'un des membres de notre délégation, a annoncé personnellement à la radio le résultat de ces entretiens. Le président du Conseil des ministres avait reconnu le Conseil central ouvrier du Grand-Budapest comme qualifié pour poursuivre les négociations et avait promis de soumettre au Conseil des ministres les revendications qui lui étaient présentées. Il avait enfin assuré que le conseil ouvrier aurait la possibilité de donner des informations sur les résultats obtenus au cours des négociations entre le conseil et le gouvernement. Force nous est de proclamer que toutes ces promesses ne constituent pas grand chose. Néanmoins, nous avons décidé de reprendre le travail, car nous avons en vue les seuls intérêts du peuple.



# u Grand-Budapest



## Nous ne nous laisserons pas duper

Nous sommes persuadés du succès final de notre combat et nous essayons de prendre des mesures qui ne se retournent pas contre nous.

Le 23 novembre, une information a été publiée selon laquelle Imre Nagy et d'autres personnalités politiques qui se trouvaient à l'ambassade de Yougoslavie auraient quitté les bâtiments de l'ambassade après l'accord avec le gouvernement hongrois qui leur aurait fourni des garanties suffisantes. Le même jour, la radio de Budapest a annoncé qu'Imre Nagy et les personnalités qui se trouvaient à l'ambassade de Yougoslavie avaient demandé le droit d'asile à la République populaire de Roumanie. Étant donné que cette nouvelle a provoqué une grande inquiétude parmi les ouvriers, le Conseil central ouvrier du Grand-Budapest a nommé une commission ayant pour mission de demander au gouvernement hongrois, au Haut Commandement des forces soviétiques stationnées en Hongrie ainsi qu'à l'ambassade de Roumanie l'endroit précis où se trouvait Imre Nagy. Une fois cet endroit connu, la commission aurait à demander la possibilité de négocier personnellement avec Imre Nagy.

Il ne fait pas de doute que cet événement important n'a fait qu'augmenter la méfiance vis-à-vis du gouvernement. Toutefois, ainsi que nous l'avons déjà dit, uniquement dans l'intérêt du peuple hongrois nous prenons position en faveur de la continuation du travail. En même temps, nous adressons un appel à toutes les usines du pays pour les inviter à faire de même après examen approfondi de la situation.

Les usines se trouvent entre nos mains, entre les mains des conseils ouvriers.

Afin d'augmenter encore nos forces nous pensons que, en vue de mesures et d'actions unies, la réalisation des tâches suivantes s'impose :

1. Dans tout arrondissement et dans tout département où un conseil ouvrier d'arrondissement ou de département n'a pas encore été constitué, ces organismes sont à former d'urgence au moyen d'élections démocratiques organisées à la base. Les usines importantes et d'abord celles qui se trouvent dans les villes centrales des départements devront

prendre l'initiative de constituer des conseils centraux.

2. Tout conseil central d'arrondissement et de département doit se mettre immédiatement en rapport avec le Conseil central ouvrier du Grand-Budapest (15-17, rue Akacfa, téléphone 422-130). Le président du Conseil central ouvrier est Sándor Rácz, président du conseil ouvrier de l'usine Standard (Beloianis) ; son adjoint est György Kalocsai, délégué du conseil ouvrier des Huileries végétales de Csepel ; son secrétaire est István Babai, président du conseil ouvrier de la Compagnie des Tramways de Budapest.

3. L'une des tâches les plus importantes des membres des conseils ouvriers d'usine consiste à s'occuper, non seulement de l'organisation du travail, mais aussi à élire d'urgence les conseils ouvriers définitifs. Au cours de ces élections, nous devons montrer la même énergie à combattre l'agitation de la dictature rákossiste et la restauration capitaliste. Les conseils doivent être composés d'ouvriers honnêtes au passé irréprochable ! Au sein des conseils, les ouvriers devront posséder une majorité d'au moins deux tiers.

En ce qui concerne les attributions des conseils ouvriers, nous ne saurions être d'accord avec les ordonnances du Conseil du présidium suprême promulguées à ce sujet. Nous maintenons que des conseils ouvriers doivent être formés dans toutes les compagnies de transports (chemins de fer, tramways municipaux, compagnies d'autobus), ainsi que dans toutes les entreprises où l'ensemble des travailleurs le réclame. Lors de l'entretien du 26 de ce mois, le président du Conseil des ministres a promis de soumettre notre position au Conseil des ministres. En attendant, nous invitons les conseils ouvriers créés dans de telles compagnies à poursuivre leur activité. Par ailleurs, nous ne saurions être davantage d'accord avec le décret du Conseil du présidium suprême qui définit la compétence des conseils révolutionnaires créés dans les ministères et les grandes administrations. Nous voulons, en effet, un renforcement considérable de l'autorité de ces conseils.

Pour ce qui est de la personne des directeurs, nous pensons que ces derniers doivent être élus par les conseils eux-mêmes après

DDDD

déclaration de candidature. L'entrée en fonctions d'un directeur ne devrait pas être subordonnée à l'accord du ministre ou du ministère. Nous invitons les conseils ouvriers à mettre tout en œuvre pour la réalisation de notre position; à ne pas accepter des dirigeants imposés aux usines, qui dans le passé ont fait la preuve de leur incompétence et de leur éloignement du peuple. Il faudra se méfier des arrivistes au passé douteux.

4. Par la suite, il est très important que l'élection des nouveaux comités d'usine soit assurée par les conseils ouvriers représentant la volonté authentique de la classe ouvrière. Les « syndicats libres », dont le nombre augmente sans cesse actuellement, tentent de s'assurer une popularité en formulant des revendications de salaires maximalistes. Il convient de préciser que les dirigeants de ces « syndicats libres » n'ont pas été élus par les ouvriers, mais désignés à l'époque råkosiste, époque à laquelle ils se sont compromis.

Les syndicats essaient actuellement de présenter les conseils ouvriers comme s'ils furent constitués grâce à la lutte des syndicats. Il est superflu de préciser que c'est là une affirmation gratuite. Seuls les ouvriers ont combattu pour la création des conseils ouvriers et la lutte de ces conseils a été dans bien des cas entravée par les syndicats, qui se sont bien gardés de les aider.

Nous pensons que les ouvriers ont besoin d'organisations qui défendent leurs intérêts, de syndicats et de comités d'usine. Mais de ceux qui sont élus par la base avec des méthodes démocratiques, de façon que leurs dirigeants soient d'honnêtes représentants de la classe ouvrière. Voilà pourquoi il importe que les comités d'usine soient élus de la façon la plus démocratique, une fois les conseils ouvriers définitivement constitués, afin que la composition personnelle de ces comités fournisse toutes les garanties pour la réalisation des objectifs de la révolution.

Nous sommes hostiles au maintien des permanents syndicaux rétribués. En effet, l'activité aussi bien au sein d'un comité d'usine qu'au sein d'un conseil ouvrier doit être un travail social bénévole.

Nous ne voulons pas vivre de la révolution et nous ne tolérerons pas que qui que ce soit essaie d'en vivre.

Nous estimons que l'adhésion aux syndicats doit être libre, d'autant plus qu'on ne saurait préserver d'une autre manière les syndicats du danger de la bureaucratization et de l'éloignement du peuple.

Nous protestons contre la thèse des « syndicats libres » récemment constitués d'après laquelle les conseils ouvriers devraient être uniquement des organisations économiques. Nous pouvons affirmer que les véritables intérêts de la classe ouvrière sont représentés en Hongrie par les conseils ouvriers et que, d'autre part, il n'existe pas actuellement un pouvoir politique plus puissant que le leur.

Nous devons œuvrer de toutes nos forces au renforcement du pouvoir ouvrier.

5. Les conseils ouvriers d'arrondissement et de département devront entrer immédiatement en contact avec l'organisme distributeur compétent de la Croix-Rouge. Ils devront envoyer leurs délégués à son siège central afin d'assurer une répartition équitable des denrées et des médicaments. Il est important que des experts figurent parmi les délégués.

6. Dans le but d'empêcher toute inflation, les conseils d'arrondissement et de département devront organiser le contrôle public des marchés et des halles centrales, afin que les travailleurs empêchent l'augmentation des prix. Ces contrôleurs devront se présenter régulièrement dans les lieux de vente, clouer au pilori les auteurs d'infractions et, en outre, signaler à qui de droit tout abus.

7. Les conseils d'arrondissement et de département devront faire tout leur possible pour informer l'opinion publique. Toutes les fois que la chose sera faisable, ils demanderont que leur soit réservée une place dans la presse locale. Par ailleurs, ils devront fournir constamment des informations objectives aux travailleurs des usines et des entreprises. Pour cette raison, les conseils centraux des grandes usines doivent faire le nécessaire pour que cet appel soit distribué dans tous les ateliers. Ces revendications ayant été formulées à plusieurs reprises, le président du Conseil des ministres a promis qu'il soumettrait, le 27 courant, au Conseil des ministres, notre revendication au sujet de l'obtention d'une licence pour la création d'un quotidien. Cette demande une fois satisfaite, le problème de l'information serait résolu.

Pour conclure, nous dirons qu'aujourd'hui il est nécessaire que les conseils ouvriers, avec une unité et une intransigeance complètes, servent – même avec la reprise du travail – la cause de la révolution du 23 octobre. Nous avons fait le premier pas, c'est au gouvernement de répondre. Tout cela peut durer plusieurs mois. Il nous faudra veiller avec vigilance, pendant tout ce temps-là, car la clique compromise de Rákosi et Géro essaie de pêcher en eau trouble et de restaurer son régime. Nos rangs se renforcent de jour en jour. Nous avons derrière nous des écrivains honnêtes qui ont joué un rôle important dans la préparation de la révolution, des artistes, des musiciens et le Conseil révolutionnaire des intellectuels hongrois qui groupe toutes les organisations d'intellectuels. Une unité nationale, encore jamais vue, qui rassemble tous les Hongrois honnêtes, se constitue actuellement à la suite de nos combats. Regroupons-nous encore davantage, resserrons encore nos contacts entre conseils ouvriers et continuons à combattre avec une vigilance révolutionnaire pour notre objectif sacré, une Hongrie socialiste, indépendante et démocratique, édifiée selon nos caractéristiques nationales.

Budapest, le 27 novembre 1956



# Vous rêviez de cités idéales...



**ET CET APRÈS-MIDI DE JUIN**, le quartier s'écroule, escamoté par le brouillard poussiéreux de l'explosion.

Dans la foule agglutinée sur le périmètre sécurisé, des sanglots, des protestations, des injures, répondent aux échos de la désintégration des bâtiments de Guillaume-Apollinaire.

Une cité bétonnée dont aucun ravalement n'a masqué le gris originel.

Brut de décoffrage.

Mais un lieu de vie intense, une histoire, vingt ans à griller sous le ciel uniformément bleu de Provence.

Des naissances, des mariages, des deuils et la multitude d'événements minuscules qui écrivent les histoires de ses habitants.

Qui disparaissent d'un coup d'explosif, pour toujours.

La mémoire mutilée.

Une première dans l'histoire de l'habitat qui a commencé aux Minguettes.

Puis, au hasard de divagations d'édiles municipaux, a contaminé d'autres lieux, d'autres vies, d'autres mémoires.

Vingt ans d'existence, les emprunts qui courent et badaboum ! on a rasé.

Puis, d'un coup, longtemps après, des voitures brûlent, des bus aussi et des enfants se tuent accidentellement, terrorisés par des représentants de l'ordre qui les pourchassent, la folie embrase les cités encore debout.

Racailles!

Kärcher!

Et la presse écrite, radiophonique et surtout télévisée en rajoute, exacerbant par des reportages « bidonnés » la rage des habitants les plus jeunes de ces « grands ensembles ».

La faiblesse et la force de l'adolescence.

On croit encore au changement.

Les cœurs purs qui chantaient Caussimon.

Qui ont des parents, des adultes qui travaillent pour subvenir aux besoins de leur famille.

Sans véritables transports en commun, sans commerces de proximité et parfois, souvent, sans aucun service public, bureau de poste, de l'ANPE, de la Sécurité sociale, de la CAF. Bannis par des rocade, des périphé-

riques, des voies ferrées qui empêchent leur accès à l'animation du « centre-ville ».

Et pourtant, jour après jour, ces oubliés de la citoyenneté, au prix exorbitant de fatigues insupportables liées à leur condition de banlieusard, assurent et assument leur rôle de parent et de citoyen paisible.

À Guillaume-Apollinaire, nous étions une vingtaine de plasticiens à occuper des appartements vacants dont nous avons négocié l'obtention du bailleur HLM local.

Transformés en ateliers par l'abattage de cloisons, nos espaces étaient répartis sur plusieurs étages de l'Entrée 9, qui était le nom de baptême de notre association.

Chaque atelier était mitoyen d'appartements occupés par des familles « dites » immigrées.

Du Maghreb pour la majorité.

Beaucoup d'enfants.

De quelques mois aux adolescents.

Qui animaient de leur énergie l'espace enclos des bâtiments gris.

Une grande place plantée de quelques arbres malingres, grouillante et bruyante des jeux et des cris de la marmaille.

La vie à quelques mètres d'une rocade large de quatre voies de circulation séparées par un terre-plein central.

Une piste pour gros porteurs généreux en décibels et en rejets polluants de toute nature.

Cinq années d'immersion pour nous, « intellos » issus pour la plupart de milieux socioprofessionnels à des années lumière de celui des habitants de la cité.

À découvrir, à comprendre et à aimer cette cohabitation inusitée.

Le souvenir de ramadans gâteaux, de fêtes de l'Aïd al Fitr aux couscous succulents, de baptêmes où les marmites bouillaient dans les couloirs du bâtiment.

Des jours de marché où l'on se rencontrait et où certains vendaient le produit de leur jardin ouvrier.

Mon voisin qui quelquefois sonnait à la porte de mon atelier pour me donner quelques légumes de son potager.

Ou d'autres fois s'inquiétait de mon moral.

Une vraie sollicitude, sans aucune espèce de contrepartie.

La convivialité brute.

De paysans déracinés et qui tentent inconsciemment de recréer celle qu'ils ont laissée au pays.

Et ça marchait.

Un grand, joueur de rugby à treize, Bagdad, un des fils de mes voisins, s'occupait du foyer des ados.

Un job difficile.

Déjà, on sentait monter la frustration, la rancœur des jeunes envers un système qui les éjectait.

Et Bagdad de tenter avec Karim, un animateur socioculturel sous-payé, de calmer le jeu.

Des bacheliers, des apprentis, des glandeurs, des futurs universitaires, ouvriers, chômeurs, la société que nous fabriquons « les grands qui sont au pouvoir ».

Avec, en plus ou en moins ou en prime, la barrière du nom, du faciès, du quartier.

Même pour Bagdad, qui avait quitté le rugby à cause du racisme larvé qui polluait son club.

Les ascenseurs se déréglaient systématiquement, les couloirs étaient totalement clos et, quand une panne d'électricité survenait, une obscurité totale envahissait ceux-ci.

Le local à poubelles du rez-de-chaussée vrombissait de mouches l'été et si un bricoleur perçait un mur en bas de l'immeuble, le douzième étage vibrerait à l'unisson de la percussion.

Un seul de nos locaux a été visité et sacqué en cinq ans.

L'artiste qui l'occupait ne débordait pas de sympathie pour les habitants de la cité.

Il n'a rien dit ou fait qui puisse le laisser supposer.

Mais probablement n'a-t-il jamais dit bonjour à ceux qu'il croisait dans les couloirs conduisant à son atelier.

**Robert Gaillot**

Gruppe Art-Racaille

# La virgule

## Retour sur la remise en cause du socle commun

**DÉBUT SEPTEMBRE.** C'est la rentrée des classes. Pour la mieux préparer, le *Journal officiel* publiait, le 12 juillet, le décret n° 2006-830 du 11 juillet 2006 relatif au socle commun de connaissances et de compétences et modifiant le code de l'éducation. Le socle présente sept compétences à acquérir dont celle-ci, les principaux éléments des mathématiques; « Il s'agit de donner aux élèves la culture scientifique nécessaire à une représentation cohérente du monde et à la compréhension de leur environnement quotidien [...]; d'exprimer et d'exploiter les résultats d'une mesure ou d'une recherche et pour cela: - utiliser les langages scientifiques à l'écrit et à l'oral... » Mais écoute-t-on encore ses enfants?

Un mercredi matin de fin août 2006, vous vendiez de la charcuterie sur le marché de Belleville. Comment vous appelez-vous? Je n'ai même pas eu la courtoisie de vous le demander. Un vrai mufle! Habillée d'un tablier blanc, vous aviez l'air fière d'aider votre maman. Déjà grande, vous aviez chaussé des talons un peu trop hauts pour ce genre de travail. Mais, à votre âge, on a bien le droit d'être coquette. Je m'amusais à vous regarder compter et couper les merguez avec une maladresse appliquée, un tantinet trop sérieuse. Je les voyais déjà dans mon assiette. Vous aviez du mal à cacher votre dégoût de prendre ces choses dans vos mains; c'est tout gras et ça glisse entre les doigts. Et puis, il vous fallut passer aux exercices intellectuels: la pesée. La balance électronique fait tout le travail... ou presque. Il a bien fallu que vous lisiez le montant du nombre d'euros indiqué sur le cadran bleu. C'était écrit: 5,86 euros, cinq euros, virgule, quatre-vingt-six. Vous avez dit: « Ça fait 5 euros et... Il y a une virgule?! Et après..., je sais pas lire. »

Vous aviez treize ans, à ce que vous m'avez dit. Votre maman a accueilli mes remarques avec agacement lorsque je vous ai dit ma surprise de voir qu'à votre âge, déjà en classe de

cinquième, vous ne sachiez pas encore lire les chiffres après la virgule.

Ne voyez-vous le monde que d'un œil? Ne voyez-vous que la partie du monde située à gauche de la virgule? Ne voyez-vous le monde que dans ses parties entières? Pensez-vous que ce qui vient après la virgule soit quantité négligeable, donc à négliger? Êtes-vous déjà prête à croire que 79,90 euros marqués sur une paire de chaussures, c'est plus près de 70 euros

que de 80? Si on vous propose une part de tarte qui représente 75 % de la tarte, soit le trois quarts, alors vous considérerez que c'est « beaucoup » mais, comme cela n'en représente que 0,75, alors ce n'est pas beaucoup! Je me demande si vous avez une notion empirique de ce qu'est une fraction, un pourcentage...

Vous partagez probablement des difficultés largement observées chez les élèves de sixième, attestées par les évaluations officielles: l'incompréhension des nombres décimaux, pris pour deux nombres distincts, juxtaposés, séparés par une virgule comme des mots le sont dans une énumération, dans une phrase. Comme l'école ne vous apprend plus à les construire par vous-même par l'opération de division effectuée « à la main », les nombres décimaux deviennent incompréhensibles, et proprement illisibles, même – et surtout – quand une machine les affiche automatiquement.

Transportez-la, cette virgule, dans un texte littéraire. N'avez-vous pas appris que la virgule sépare? N'avez-vous pas appris que la virgule sépare et lie? En littérature, la virgule est peut-être aussi importante que l'est la barre de fraction en algèbre. Prenez ceci:



« Ariane, ma sœur,  
de quel amour blessée  
« Vous mourûtes  
au bord où vous fûtes  
laissée. »

Supprimez les virgules, il ne reste plus rien, et de Phèdre, et de Racine.

Comment, arrivée en terminale, pourra-t-on essayer de vous expliquer qu'écrire: « Je pense, (virgule) donc je suis », c'est tout autre chose que « Je pense: (deux points, ouvrez les guillemets) "donc je suis" »? Transportez la virgule dans les airs. Comment alors pourra-t-on vous expliquer que: « Je la prends », c'est à la fois pareil et pas pareil que: « Je l'apprends »? Pire encore. Comment pourrez-vous lire Jean-Pierre Brisset? J'aurais voulu vous lire ceci, par exemple: « Soit: Les dents, la bouche? Je trouve: Les dents la bouchent. L'aidant la bouche. L'aide en la bouche? L'aides en la bouche. Laides en la bouche. Laid dans la bouche. Lait dans la bouche. Les dents-là bouchent, et autres. » Ce texte n'a-t-il pas quelque chose de magique? On ajoute une virgule, on la retire, on la change de place, et hop, en même temps, tout reste pareil et tout change. Et on rit. Quel désastre! Mademoiselle, vous si jeune; l'école a déjà volé votre rire!

En 1910, dans *l'Initiation mathématique*, Charles-Ange Laisant<sup>1</sup> écrivait: « Jusqu'ici notre enseignement [...] a eu pour mission d'abrutir la jeunesse, tandis que, dans l'avenir, il en sera de même<sup>2</sup>. »

**Gilbert Molinier**

Le 5 septembre 2006

1. Charles-Ange Laisant, anarchiste, président de la Société mathématique de France, cofondateur.

2. <http://michel.delord.free.fr/lais-init1.pdf>

# Le hasard s'attaque à la police

Il y a vingt-cinq ans, l'ami Georges tirait sa révérence, il était devenu un monument de la culture française universellement reconnu. J'ai ouï dire qu'un ex-ministre socialiste de l'Intérieur aime à gratouiller sa guitare en anonant des chansons de notre compagnon qui, dans l'immédiat après-guerre, a aidé à remonter le journal de la Fédération anarchiste en y officiant en tant que permanent. Sous divers pseudonymes, il alimentait de sa verve gouleyante les colonnes du *Libertaire*, où il aimait à s'exprimer librement. En voici un exemple qui préfigure le grand Brassens qui chantait : « Moi j'bichais car je les adore, sous la forme de macchabées<sup>1</sup>. »

SI LE HASARD N'EST PAS encore la divinité officiellement reconnue par les doctrines anarchistes, il n'en est pas moins le seul système logique admis par les quelques hommes de bon sens que préoccupe le grave problème de l'intervention supérieure.

C'est là une de ces vérités premières avec lesquelles on ne badine pas.

Bien mieux. C'est une vérité première dont tout un chacun doit se pénétrer s'il veut comprendre la ferveur de la foi qui anime certains individus face aux miraculeuses manifestations de ce dieu : le hasard. Principes et constatations sont posés.

Et maintenant, je vous le demande un peu, pourquoi ce dieu qui s'appelle le hasard ne ferait-il pas aussi bien les choses que le dieu des catholiques, le dénommé Jésus-Christ. S'il ne les fait pas aussi bien, il faudra lui rendre cette justice qu'il ne les fait pas plus mal.

Car, soit dit en passant, les zéloteurs de la religion catholique sont bien obligés d'imputer à leur fétiche tout puissant, Jésus-Christ, la conception et la réalisation des sanguinaires mises en scène que sont les guerres mondiales.

Obligés de lui reconnaître une intervention personnelle dans les catastrophes ferroviaires et autres faribolés qui ne constituent pour lui que les plus inoffensifs et dilettantiques passe-temps.

Contraints enfin de l'inculper de complicité bienveillante dans la corruption, la vénalité et la pourriture des individus et des temps. Le revers de la médaille, quoi... Et bien, cette semaine, ce dieu, le hasard, que nous avons du moins l'indulgence de considérer comme irresponsable, nous a donné l'occasion de nous réjouir. Un pandore a été écrasé. Et par inadvertance encore.

À La satisfaction que nous procure le fait s'ajoute le plaisir causé par les circonstances. En effet, qui ne verrait dans cette inadvertance la magistrale et pour une fois heureuse intervention du hasard. C'est à la plume d'un rédacteur de *l'Aurore* que nous devons la bonne nouvelle. Il ne s'en doutait pas, le malheureux.

Ce spirituel personnage nous apprend qu'un cycliste surpris par le sifflet d'un gendarme perd le contrôle de sa machine et tue le représentant de l'autorité. Bien sûr, le hasard a fait le modeste. Il s'est contenté de peu. Un flic n'est qu'un flic,

si abject soit-il... Et nous n'ignorons pas qu'en dépit de son trépas des milliers d'autres flics continuent malheureusement à vivre et à empuantir le pauvre monde. Pourtant, nous ne négligeons pas les petites satisfactions. Et si, pour notre part, nous rêvons de gigantesques écrasements de légions de policiers par des légions de cyclistes, nous ne pouvons tout de même que nous réjouir de l'événement qui nous vaut la disparition d'un membre de la police. C'est un début. Notre dieu, le hasard, à l'instar du fétiche Jésus-Christ, ne se satisfait pas de prières. Aussi nous bornerons-nous à formuler l'espoir d'une heureuse continuation, après avoir applaudi à cette première initiative.

Comment! Diront les honnêtes gens, cette fois c'en est trop!

Les voyous du *Libertaire* osent se réjouir ouvertement de la mort d'un individu et souhaiter encore la mort d'autres individus! Voilà qui dépasse les bornes du cynisme; atteint au pinacle de la monstruosité.

Nous pourrions objecter fort justement qu'un flic n'est pas un individu.

Mais, afin de prouver que nous ne sommes ni des monstres ni des cyniques, afin de prouver que nous n'en voulons pas à la vie d'autrui, quand cette vie serait celle d'un flic, afin de prouver en un mot que nous avons un idéal humanitaire, nous nous contenterons de leur répondre que nous ne nous réjouissons qu'en apparence.

Qu'au fond nous déplorons la fin malheureuse d'un homme, quel qu'il soit, car peut-être celui-ci était-il trop bête pour faire autre chose qu'un gendarme et par conséquent irresponsable de sa bêtise. Qu'au fond nous plaignons la veuve et les enfants qu'il laisse peut-être et qui sont également irresponsables de la position conjugale ou paternelle.

Qu'au fond, tout cela est bien triste et que nous maudissons le hasard... oui. Mais que diable!

Pourquoi les gendarmes ont-ils des sifflets et pourquoi y a-t-il des gendarmes!

Gilles Collin

In « *le Libertaire* », le 27 septembre 1946.

1- Dans la chanson *Hécatombe*.



# Kigali

## Les images contre un massacre

**JUIN 1994**, Kigali, la capitale du Rwanda, est livrée aux milices hutu et aux massacres. Reporter, photographe de guerre, Klotz doit probablement sa vie à une porte fermée qui n'a pas été forcée. Évacué pour blessure du Rwanda en juin 1994, il y retourne, dix années après. Il voudrait retrouver les gens rencontrés alors. Les enfants aussi, qui étaient à l'écart dans une pièce de la paroisse du père Blanchard à Nyamirambo. Si on les trouvait, ils étaient massacrés, alors que le secret derrière la porte et son statut de journaliste occidental lui ont probablement sauvé la vie. Quand il repart au Rwanda, dix ans après, il emmène quelques images qu'il avait filmées en 1994 pour les montrer aux habitants du quartier de la paroisse du père Blanchard... « Peu à peu, à la vision de ces images, les langues se sont déliées... » Ses photos lui permettent de retrouver une partie des gens filmés en 1994 et « l'éclat d'un regard d'un des survivants qui reconnaît d'autres survivants sur les images...

lui donnera la force de continuer à filmer ».

Réflexion sur le traitement médiatique et politique de tels événements, le film remonte aussi dans le temps pour nous livrer des informations inédites et des témoignages de personnalités impliquées: l'homme du devoir d'intervention en questions humanitaires, Kouchner, cet homme, surmédiatisé à l'époque, nous fait comprendre à la fois le nécessaire et le leurre de sa tâche. Médiateur né, un homme qui veut sauver des vies, au moins les femmes et les enfants, qui négocie, qui prend des risques et qui n'est pas soutenu. Il téléphone, mais le pouvoir, Mitterrand en l'occurrence, ne le soutient pas. Quand les secours arrivent, ils vont préserver des vies, certes, mais pas celles pour lesquelles il avait demandé aide et protection immédiate. Ironie du sort, l'opération Turquoise, qui devait mettre fin aux massacres, permet aux cadres du génocide de fuir à l'étranger et de continuer en toute impunité. Ce qui est inédit

comme démarche dans ce film, c'est la confrontation des expériences de chacun, à l'époque, en 1994 et maintenant. Que ce soient les questions que se pose Klotz sur son métier et l'utilisation qui en est faite, que ce soient les interrogations du personnel des ONG, les questions que le père Blanchard ou Bernard Kouchner se posent face à une politique où le pouvoir de décision leur est totalement retiré.

En somme, les faits vécus en 1994 repassent le sas du souvenir et de la mémoire pour se confronter à la vie, ici et maintenant. Cette réflexion n'a pas de prix. C'est le critère même de notre survie en tant qu'humain.

Heike Hurst

Kigali, de Jean-Christophe Klotz, sortira le 15 novembre.

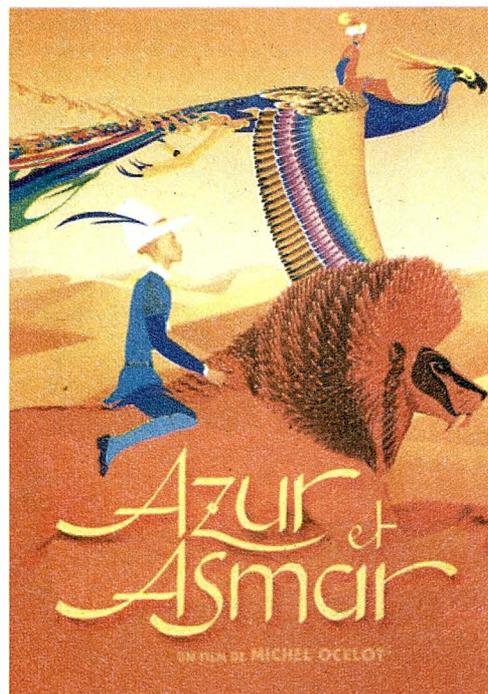
## U de Serge Elissalde et Grégoire Solotareff Azur et Asmar de Michel Ocelot

**DEUX ANIMATIONS ARTISTIQUES** et délicieuses pour éloigner l'épais brouillard de l'hiver qui approche, précipitez-vous! De mémoire d'homme, nous n'avons pas, à notre disposition et dans la même saison, deux films d'un charme aussi envoûtant. Visant un public très jeune, U et Azur et Asmar racontent leurs histoires avec un plaisir évident qu'il s'agit juste de suivre et de savourer. U, tout en aquarelles, Azur et Asmar, en 3D finement ciselées, fournissent des récits amplement drôles, merveilleux, fins et intelligents sur la compagnie des hommes et une certaine recherche du bonheur. Si U se construit autour de l'ennui d'une demoiselle et des préjugés à propos des moches et des méchants, il suit aussi cette belle idée que, quand on aime sans réserve, on devient invisible, on se dévalorise et donc on devient de plus en plus petit jusqu'à disparaître des « écrans » ... mais c'est sûrement quelque chose qui arrive surtout aux filles, ou alors les garçons ne le racontent pas quand ils font cette expérience! Azur et Asmar a une volonté toute différente: c'est carrément l'union de l'Occident et de l'Orient qui est

visée, des frères de lait qui se perdent et se retrouvent, la nourrice est la belle orientale, le seul père présent est un méchant châtelain, petit blanc prétentieux, bref, c'est carrément l'esclavage domestique à l'usage des très jeunes générations. Mais ne nous égarons pas: il y a des histoires de lions qui volent, d'oiseau magique au plumage de mille couleurs au moins (pauvres daltoniens, ils ratent tout ça); il y a des fées, des djinns, puis le travailleur immigré le plus original jamais vu, même au pays des merveilles, il rêve de cassoulet, il est bavard, avare, menteur, et j'en passe. Mais lui aussi a droit au rêve. Crapoud est son nom et il est passablement crapoteux.

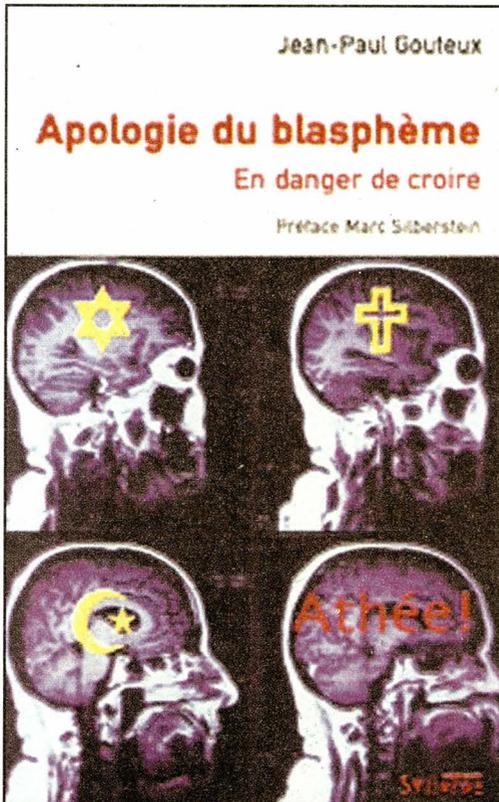
Entreprise sincère et périlleuse, Michel Ocelot interroge notre hostilité envers l'autre, envers tout ce qui est différent de nous-mêmes, les superstitions et haines sans fondement. Que la beauté et la fougue du film fassent passer le message de l'amour et de la réconciliation au-delà des apparences et des origines.

Heike Hurst



# Apologie du blasphème

En ces temps de reconquêtes spirituelles autant d'un point de vue médiatique que tout simplement sur le terrain, affirmons haut et fort nos convictions antireligieuses. Battons-nous !



EN NOTRE TEMPS, marqué par une montée de l'oppression religieuse et de l'obscurantisme, au retour des papes et des ayatollahs, il ne convient plus pour l'athéisme de se réfugier dans la défense. Il lui devient urgent de dénoncer les religions pour les crimes et les morales perverses qu'elles secrètent, ce qui n'exclut pas, et sous-entend même, l'âpre débat avec les croyants.

Jean-Paul Gouteux, chercheur en entomologie médicale récemment disparu, a travaillé longtemps en Afrique, où il a vécu de très près la tragédie du Rwanda. Il s'est engagé pour la vérité sur le drame rwandais et a combattu la banalisation des génocides, ce qui l'a amené à écrire plusieurs livres à ce sujet. Son *Apologie du blasphème* couronne ce travail par une réflexion fondamentale mettant à nu les relations entre ces tueries d'hier et d'aujourd'hui et les religions. Au cœur de l'ouvrage se tient donc la dénonciation rigoureuse des responsables du génocide rwandais et une mise à nu de leurs liens avec la chrétienté (« Le rôle des prêtres en 1994 », « Les tueries au nom de Jésus »).

L'auteur dénonce les « livres sacrés » où se trouvent, exprimés en clair, ces crimes et génocides perpétrés au nom de la foi en Dieu et semblables à ceux dont l'actualité regorge. Il démontre comment, pour les trois religions dites « du Livre », leur banalisation est explicite. Il ne s'en tient pas à l'analyse des Écritures, mais donne un éclairage cru sur leurs ravages : la sauvagerie des génocides, la misogynie, la haine de l'autre dans sa différence, la perversité de l'idée d'une divinité transcendante, la traque à l'hérétique, au différent. Il ne craint pas de démontrer méticuleusement l'idée stupide de la foi, de la croyance en un dieu conçu comme un absolu au-dessus des valeurs humaines et ouvre ainsi à une meilleure compréhension des comportements humains : « La morale traditionnelle est à revoir parce qu'elle est construite sur des bases fausses. La révolution copernicienne a remis la Terre à sa place dans le système solaire, mais une telle révolution ne s'est toujours pas faite dans le domaine de la morale, encore tributaire d'un Dieu qui n'existe plus. »

L'« idéologie religieuse molle » actuelle, alliée de l'économie marchande, liquéfie l'esprit critique de la majorité des gens. Dans ce déclin de toutes pensées autonomes qu'engendre la soumission à l'idée de dieu, le peuple devient alors comme une chiffé anethésée à qui on aurait arraché la langue et les

ongles. En fait, la relation au religieux n'est pas seulement affaire des croyants déclarés, elle touche à tous les aspects de la vie, au politique. Elle inhibe le fond de notre culture et se manifeste dans le prêt-à-penser ; à ce propos, Jean-Paul Gouteux cite Marx : « Toute critique commence par une critique de la religion. Refuser la foi c'est sortir de systèmes clos, casser des murs, ouvrir des brèches, respirer avec son cerveau. »

Si tous les êtres humains, citoyens, militants politiques ou syndicalistes respiraient ainsi, sans doute ne pourraient-ils éviter de s'interroger sur les origines des comportements dominants de fidélité aveugle, du culte de la personnalité, de la crédulité ou sur les rites du quotidien. Réplique incidente, mais pertinente, à la démarche de Régis Debray, qui tolère le religieux et postule que toute société ne pourrait vivre sans transcendance.

L'auteur fait l'examen critique des refuges, des infiltrations et des stratégies déistes. Contre l'idéologisation de la pensée magique et l'attitude de certains scientifiques également englués dans le paranormal, les religions, l'ésotérisme et les médecines dites douces, il prend la défense de la science et de la raison.

Plusieurs chapitres concernent l'imposture biblique, le mépris de la femme – de l'Écclésiaste à la sourate –, le racisme engendré par la religion, les intrications du colonialisme et de l'idéologie nazie avec le christianisme, la bataille autour du voile, etc. Il dépoussière l'Histoire et les idées faites de bruits et de fureurs, nous permettant de saisir au passage le racisme rampant de Voltaire face à l'athéisme sans détour de Condorcet et de Diderot.

Le livre est préfacé de façon vigoureuse par Marc Silberstein ; il appelle un chat un chat et un crime un crime, avec cette conclusion : « Oui, face à cette fatale omniprésence de la foi, il faut se rebeller, il faut oser l'athéisme, il faut blasphémer, refuser de se soumettre à la requête faussement benoîte, ou l'injonction – c'est selon – des ecclésiastiques réclamant que leur foi fasse l'objet d'un respect indiscutable. Le propre de l'homme tendanciellement libre, c'est de refuser la parole divine. »

Un livre de combat. Il ne faut plus hésiter à blasphémer.

Jean Rocchi

Jean-Paul Gouteux, *Apologie du blasphème. En danger de croire*, 234 pages, Paris, Éditions Syllepse, 2006, 19 euros. Préface de Marc Silberstein. En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011, Paris.

# ETA d'urgence

**POURQUOI OUBLIONS-NOUS** que chacun dispose d'un lien capable d'établir une solidarité permanente entre lui et les autres, et qu'il s'agit tout simplement de la langue commune? Cette réalité affleure à la conscience quand une parole vous touche, une phrase, une déclaration, mais il est rare qu'on en tire la leçon. Pourtant la base de la relation est dans l'écoute attentive ainsi que la source d'une énergie sans cesse renouvelée. Ce phénomène est présent dès qu'on avance dans la lecture de *Oui, nous avons hébergé un terroriste de trois ans* qu'ont écrit Jean-Marc Raynaud et Thyde Rosell. Bien sûr, on n'entre pas dans ce livre pour faire une expérience de ce genre, et c'est pourquoi on est surpris, lisant des faits, un récit, des considérations, d'être tonifié par l'élan qui circule à travers eux. Quelque chose de vif, une allégresse vous entraînent, qui ne surgissent pas de ce qui est raconté, mais de la sensation que tout cela est dit la tête haute et le regard décidé à tout braver. L'effet est rapide: le lecteur adopte une posture qui le redresse alors qu'il croit ne partager qu'un choix, une colère.

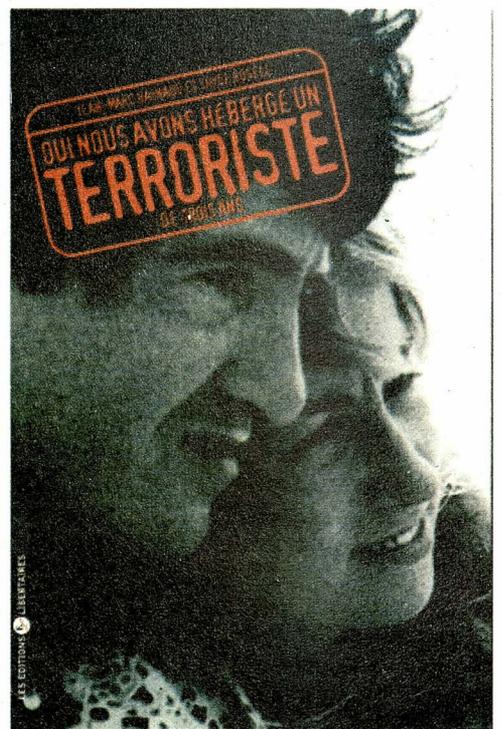
Il est vrai que l'affaire en question est significative du climat policier dont se délecte une société gavée d'histoires de délinquance et de terrorisme. Les deux auteurs, entre 1998 et 2001, ont hébergé un garçonnet que sa mère leur confia sans clarifier son identité. Et cet enfant, ils l'avaient scolarisé à Bonaventure, centre d'éducation libertaire fondé par eux à Oléron, tout en le traitant comme un fils. Bien plus tard, la police arrête Antza et Amboto, un couple de militants clandestins de l'ETA. Raynaud et sa compagne ont appris entre temps que ce sont les parents de leur garçonnet, dit « la grenouille » et ils s'attendent à une descente de la police, laquelle n'aura lieu que le 30 novembre. Mais c'est tout de suite le grand jeu: intrusion brutale, armes braquées, menaces, arrestation, garde à vue et interrogatoires pendant 96 heures. Un malaise cardiaque, qui a failli mal tourner, vaudra un petit répit à Raynaud mais la médecine le rendra bien vite aux flics...

Jean-Marc Raynaud et Thyde Rosell sont évidemment accusés d'être au service de l'ETA, alors que nul n'ignore – ou ne devrait ignorer – qu'anarchistes tous deux, ils ont horreur du nationalisme comme de toute forme d'État et de terrorisme. Leur histoire est l'occasion de développer cette position et d'affirmer qu'un enfant n'est pas responsable de ses parents! De souligner aussi que les lois sont circonstancielles et capables de légaliser ce qui, hier, était illégal – ou l'inverse. Pour quand une justice respectueuse et respectable? Les deux chefs présumés de l'ETA sont déplacés à l'improviste de prison en prison (8 en 19 mois), ce qui oblige leur enfant et celui qui l'accompagne à d'interminables voyages depuis le Pays basque espagnol, et parfois pour découvrir que les prisonniers viennent juste d'être déplacés...

L'arbitraire est l'une des qualités les plus communes d'un régime policier. Mais qui s'attendrait à ce que la police pratique, à la manière des anarchistes des temps héroïques, « la reprise individuelle »? Pourtant ses représentants, qui descendirent chez Jean-Marc et Thyde ont emporté, en omettant bien entendu d'en faire l'inventaire, des draps, des couettes, des couvertures et trois téléphones portables!

Un texte de 1987, republié ici, « *Terrorisme et extrême gauche* », mérite une attention particulière. Il fait l'histoire des mouvements terroristes des années 80 (Italie, Allemagne, France) et montre le danger de toute « militarisation » du mouvement révolutionnaire. Dès qu'on hiérarchise le social, on le livre au politique, et celui-ci s'empresse de changer la dictature du prolétariat en dictature écrasant le prolétariat sans changer de doctrine. Il n'y a que la convergence de tous les exploités qui porte en elle la dimension globale susceptible de structurer le champ social... Mais c'est résumer trop sommairement un livre chaleureux et qui nous fait glisser de la passivité consommatrice vers la responsabilité.

Bernard Noël.



Jean-Marc Raynaud et Thyde Rosell, *Oui nous avons hébergé un terroriste... de trois ans !*, Les Éditions libertaires, 2006, 184 p., 12 euros. Disponible à Publico.

# Under Three Flags :

## Anarchism and the Anti-Colonial Imagination

[Sous trois drapeaux : anarchisme et imaginaire anticolonial]

C'EST LE TITRE D'UN LIVRE qui vient de paraître à Londres (éd. Verso, 2006) dont Razmig Keucheyan rend compte longuement dans *Contre-temps* n° 17 (éd. Textuel, p. 137-141).

B. Anderson procède à une mise en rapport quelque peu inattendue mais stimulante des insurrections cubaine (1895) et philippine (1896) via Montjuich, la forteresse située sur les hauteurs de Barcelone où les militants anticoloniaux côtoyaient les anarchistes et qui faisait déjà figure de « forum social mondial ». Parmi les internés, il y avait le Cubain Fernando Tarrida del Marmol, dont les articles publiés dans la presse libertaire allaient déclencher une campagne internationale contre les sévices infligés aux détenus, et le Philippin Isabelo de los Reyes qui, de retour

dans l'archipel, allait ramener dans ses valises les œuvres de Proudhon, Darwin, Malatesta...

Les sympathies anarchistes des dirigeants anticoloniaux s'expliquent selon B. Anderson par le caractère internationaliste de l'anarchisme et la mobilité géographique de ses militants (Marx et Engels n'ont jamais quitté l'Europe occidentale!), par le fait que les anarchistes n'éprouvaient pas la méfiance des marxistes envers la paysannerie et qu'ils étaient plus ouverts à la discussion avec les intellectuels issus de la bourgeoisie au nom du primat de la liberté individuelle sur l'appartenance de classe. Sans oublier l'intérêt que pouvaient présenter les effets spectaculaires de la « propagande par le fait » en cette fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

S'agissant de l'imaginaire et non pas de l'histoire à proprement parler de la décolonisation, l'accent est mis sur les romans clés (notamment de José Rizal, fusillé par le gouverneur espagnol peu après le déclenchement de la rébellion philippine) et les circuits littéraires ainsi que sur les particularités du contexte de cette époque marquée par ce que l'on appelle de nos jours la première globalisation.

Le livre s'annonce plutôt passionnant. Avis donc à ceux qui parlent l'anglais, puisque *l'Imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, du même auteur, n'a été traduit en français que treize ans après sa parution (éd. la Découverte, 1996).

Nicolas Trifon

## Charlie Hebdo au tribunal

ILS ONT OSÉ. Leur attachement à la liberté d'expression et aux valeurs humanistes ne convaincant pas grand monde, la Mosquée de Paris et l'Union des organisations islamiques de France n'ont finalement pas grand chose à perdre dans l'opération de suicide politique qu'ils ont lancée contre *Charlie Hebdo* : ces organisations ont déposé en juillet une plainte contre le journal satirique en réaction au numéro du 8 février 2006. On y voyait, sur la première page, Mahomet se lamentant : « C'est dur d'être aimé par des cons. » Se sont-ils sentis concernés par ce dernier qualificatif? Quoiqu'il en soit, les piliers de mosquée ont choisi la voie juridique pour faire taire la contestation et la moquerie de leur religion dont le texte fondateur, comme l'histoire, prête abondamment le flanc à la critique. L'accusation retenue par les agents de la police du vice et de la vertu est l'« injure publique à l'égard d'un groupe de personnes à raison de la religion ». Sont visées la couverture de Cabu et deux caricatures représentant le gourou de l'islam avec une bombe dans le turban et le même au paradis annonçant qu'il n'a plus de vierges à la disposition des kamikazes. Pour la boutique de Dalil Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris, le numéro de *Charlie Hebdo* est un « acte délibéré d'agression visant à heurter les personnes de religion musulmane dans leur attachement communautaire à leur foi ».

Attaquer l'islam, c'est-à-dire une construction idéologique, ou caricaturer Mahomet, un personnage antique, n'est pas insulter les musulmans. Amalgamer un système de pensée avec les individus qui s'en réclament, avec d'innombrables nuances, relève de la tromperie. L'islam de France en est là. Cependant, recourir à la justice humaine n'est-ce pas aussi admettre l'impuissance de la justice divine? Quand une religion est incapable de produire les bienfaits nécessaires à sa pérennité, reste la censure, la force brute et l'imposture du « respect des croyances ». Non, les croyances ne sont pas a priori respectables. Si le droit est acquis à chacun d'avoir les croyances, l'incroyance, ou les convictions de son choix, celles-ci doivent pouvoir être examinées librement avec la plus grande irrévérence.

Le procès aura lieu les 7 et 8 février 2007 à Paris. Et qui aura la joie vengeresse de défendre les plaignants? Maître Francis Szpiner, avocat de Jacques Chirac qui avait accusé *Charlie Hebdo* de « provocation ». Sachant, en outre, que l'UOIF et la Mosquée de Paris sont parmi les principaux membres du Conseil français du culte musulman, cette plainte est une illustration inquiétante que la création du CFCM par Sarkozy est un aimable cadeau fait aux fanatiques.

Jocelyn Bézecourt



Samedi 11 novembre 2006 de 10 heures à 11 h 30: Charb à la philanthropie de l'ouvrier charpentier vient nous parler du procès.

Vendredi 17 novembre: rencontre avec le dessinateur Charb et Marc Silberstein sur le procès de *Charlie Hebdo* à la Bourse du travail de Saint-Denis à partir de 19 h 30.

# Radio libertaire

## Jeudi 9 novembre

**Chronique hebdo à 10 heures:** Analyse libertaire de l'actualité. Invité: Serge Tribolet, psychiatre des hôpitaux de Paris et philosophe, pour son livre *L'abus de psy nuit à la santé*, publié au Cherche Midi. Une armée entière de « psy » en tout genre travaille à notre bonheur. Un nouvel opium du peuple d'abêtissement massif qui est, en soi, une maladie.

**Radio cartable à 14 heures:** La radio des enfants. Émission réalisée par les élèves des écoles d'Ivry-sur-Seine.

**Si vis pacem à 18 heures:** Érythrée. La parole des victimes de l'armée.

**Les enfants de Stonewall « Affinités électives » à 19 h 30:** Émission gay et lesbienne. Geneviève Pastre présentera, avec Bruno Bisaro, l'évolution (aléas et avatars) de la chanson gaie et lesbienne, au long du XX<sup>e</sup> siècle, jusqu'à aujourd'hui.

## Vendredi 10 novembre

**Place aux fous à 13 heures:** Philosophie & musique. Disciplines de l'indiscipline. Invité: Pierre Meige pour la sortie de son livre *Les poètes du rock* aux Éditions de l'Ours.

## Samedi 11 novembre

**La Philanthropie de l'ouvrier charpentier à 10 heures:** Ils ont osé. Les représentants autoproclamés de l'Islam de France envoient *Charlie-Hebdo* au tribunal. En présence de Charb, dessinateur à *Charlie Hebdo*.

**Chronique syndicale à 11 h 30:** Luttés et actualités sociales. 11 h 30-12 h 30: Les fusillés: répression et exécutions pendant l'occupation (1940-1944), avec J.-P. Besse. Les cas des syndicalistes y sera largement évoqué; 12 h 30 à 13 h 30: Dossier transport, conditions de travail et privatisation de la RATP avec des militants de SUD.

**Chroniques rebelles à 13 h 30:** Débats, dossiers, rencontres... *Kabylie belle et rebelle*, de Yazid Bekka et Yalla Seddiki (éditions Non lieu), avec le photographe et le traducteur.

**Deux sous de scène à 15 h 30:** Magazine de la chanson vivante. Un programme de chanson française concocté par Nicolas Choquet.

**Longtemps, je me suis couché de bonne heure à 19 heures:** Magazine mensuel des livres, de la musique et du cinéma. Actualités culturelles, par Thierry Hervieu et Francis Gavelle. Invités de la 2e heure: Marc Benaïche, directeur de publication du magazine *Mondomix*, et Christophe Magny, journaliste, pour leur guide *Petit Atlas des musiques du monde* (Mondomix Media, Cité de la Musique, Éditions du Panama).

## Dimanche 12 novembre

**Ni maître, ni dieu à 10 heures:** Avec les dépêches d'actualité: Les diplômés ou le sabre et le goupillon (John Kerry). Le métier du militaire est de tuer.

**Folk à lier à 12 heures:** Musiques traditionnelles Patrick Bouffard et Gilles Chabenat, célèbres vieux virtuoses, présentent leur duo + quelques nouveautés (animé par Serge).

## Lundi 13 novembre

**Les partageux de la Commune à 13 h 30:** L'histoire de la Commune. Jules Dalou, (III<sup>e</sup> épisode): *Il faut que je lâche une bombe...* Le Triomphe de la République place de la Nation.

**Ondes de choc à 16 heures:** Magazine culturel. Toujours sur le chemin de l'athéisme, Giordano Bruno *L'irréductible*, avec l'auteur Jean Rocchi et l'éditeur Marc Silberstein. De l'hérésie dans l'air...

## Mardi 14 novembre

**Des oreilles avec des trous (dedans) à 17 heures:** Des fusiques molles pour fous les tous. Émission n° 67: L'enregistrement par strates, par couches successives, par re-recording, plus communément appelé « reuh-reuh » sera notre sujet, nous tâcherons de vous dénicher les exemples les plus frappants et musicaux à la fois, de cette technique moderne.

**Jazz en liberté à 22 h 30:** Free jazz et musiques improvisées. Autour de quelques concerts de saxophonistes ténors... Par Gérard Terronès.

## Mercredi 15 novembre

**Blues en liberté à 10 h 30:** Émission musicale blues. Guerres et blues.

**Le manège à 14 heures:** Littérature & cinéma. L'invité littéraire: Jonathan Safran Foer pour *Extrêmement fort et incroyablement près* (éditions de l'Olivier), par Boris Beyssi; les chroniques ciné de Heike Hurst.

**Femmes libres à 18 h 30:** Femmes qui luttent, femmes qui témoignent. L'émission accueillera Anne Bucas-Français, Jacqueline Penit-Soria et Nicole Savey, pour partager leurs travaux sur *Petite enfance et émancipation des femmes: pour la refondation du service public*.

**Ras les murs à 20 h 30:** Actualités des luttes de prisonniers. Invitée: Fabienne, faisant partie du Collectif national unitaire contre la délation (collectif d'éducateurs contre la loi sarko sur la délinquance).

89.4 MHz en région parisienne  
rl.federation-anarchiste.org

## Jeudi 9 novembre

### Paris 18<sup>e</sup>

*Une femme seule* de Dario Fo et Franca Rame, mise en scène Philippe Chauveau, au Funambule, les jeudis, vendredis et samedis à 20 heures en octobre et novembre, au 53, rue des Saules. Métro Lamarck-Caulaincourt. Réservation conseillée au 01 42 23 88 83.

## Vendredi 10 novembre

### Clermont-Ferrand

Neptune + guests - 20h30 prix libre au Raymond's bar (espace autogéré), 77, avenue Édouard-Michelin.

## Samedi 11 novembre

### Mazauges (83)

Maudite soit la guerre! Le groupe Nada organise un rassemblement devant le monument pacifiste de Mazauges à 10h30 suivi d'un repas.

### Paris 20<sup>e</sup>

Rencontre Débat et vidéo *Coca Cola assassine*, avec Marco Antonio Sosa (militant d'*Estudios libertarios* de Bogota) sur l'assassinat des syndicalistes colombiens (1925 morts en 2002, 64 morts en 2003), à 18 heures, au 33, rue des Vignoles

### Besançon (25)

Rassemblement antimilitariste, rue Bersot. Nous rebaptiserons la rue en « rue Bersot — fusillé pour l'exemple ».

### Paris 5<sup>e</sup>

Projections: *Les Petits Soldats*, *Na Citade Vazia*, *La nuit de la vérité*, *Un héros*. Débats: Cabinda, Enfants soldats, etc. Lectures. Expos: Collages de Chari Goyeneche, toiles de Zecarias Tedros, Cartes à gratter d'Yves Chambon. Tables de presse et buvette, de midi à minuit, Espace culturel La Clef, 21, rue de la Clef, Paris 5<sup>e</sup>. Info: [www.unionpacifiste.org](http://www.unionpacifiste.org)

## Dimanche 12 novembre

### Clermont-Ferrand

USA is a monster (noize rock des USA) + Animental (trio féminin / perf muzikale, USA), à 20h30, au Raymond's bar, 77, avenue Édouard-Michelin. Prix libre.

### Paris 5<sup>e</sup>

Voir samedi 11 novembre

## Mardi 14 novembre

### Évreux (27)

Diffusion du documentaire *Putain d'usine* d'après le livre de Jean-Pierre Levaray, à 20 heures, au Cinéma Ciné Zénith, 3, rue du 7<sup>e</sup> Chasseurs.

### Clermont-Ferrand

Bananas at the audience + guest orga Kwack, à 21 heures, au Raymond's bar, 77, avenue Édouard-Michelin.

## Mercredi 15 novembre

### Sarlat (24)

« Causerie libertaire » sur différents thèmes au choix des personnes présentes, organisé par le groupe Drapeau noir Périgord de la Fédération anarchiste, au Café Lébérou, 5, rue Jean-Jacques Rousseau.

## Jeudi 16 novembre

### Nîmes

Conférence-débat avec Franck Mintz, historien et auteur de sur la révolution espagnole de 1936 à 39 et des circonstances culturelles et sociopolitiques qui permirent les idées de l'AIT de s'enraciner dans des familles ouvrières et paysannes dans la plupart de région d'Espagne dès 1870, à 20 heures, au Centre Pablo Neruda, rue du Cirque Romain, salle de l'auditorium.

## Vendredi 17 novembre

### Paris 18<sup>e</sup>

Du 17 au 19 novembre: à l'occasion des Portes ouvertes

D'Anvers aux Abbesses, exposition de peintures de Rébecca Gruel, à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses.

### Besançon (25)

Présentation du journal *Le jouet enragé* et débat autour de la situation en Bolivie (luttes du gaz, élections). Rdv à la librairie L'Autodidacte, 5 rue Marulaz, à 20h30.

### Clermont-Ferrand

Tour de pétale au biau-jardin (63 — Gerzat) végétalisez votre moteur, adaptation 100 % avec des mécaniciens du 17 novembre au 20 novembre - formation continue de 9 heures à 18 heures le 18 novembre au biau jardin, 52, avenue de la République.

## Vendredi 13 novembre

### Saint-Denis (93)

Le groupe Henry Poulaille et la Société de défense des laïques reçoivent *Charlie Hebdo* en procès, avec le dessinateur Charb, Le droit au blasphème avec Marc Silberstein, Épistémologue et animateur des Éditions Syllepse, à 19h30 à la Bourse du Travail, 9, rue Génin (métro ligne 13 station Porte de Paris)

## Samedi 18 novembre

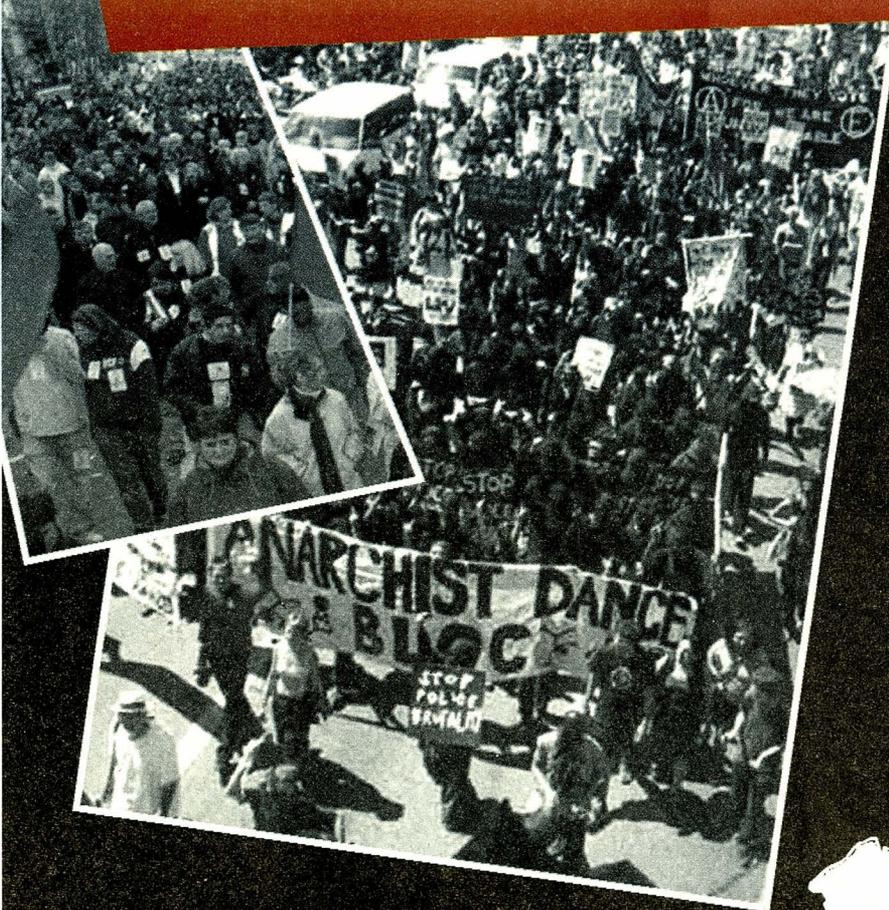
### Bordeaux

Espagne 36: rencontre avec les giménologues, présentation et débat autour du livre *Les Fils de la Nuit: Souvenirs de la Guerre d'Espagne* d'Antoine Gimenez, en présence des Giménologues, projections commentées de films d'époque sur la révolution et le front d'Aragon, expo de peintures et de photos, opéro chantant avec la Chorale Le Cri du peuple, repas, à 16 heures, à l'Athénée Libertaire, 7, rue du Muguet.



NOUS FAISONS GRÈVE LE POUVOIR  
TREMBLAIT, LA MASCARADE  
ÉLECTORALE LE RASSURE

DÉSERTONS LES URNES,  
OCCUPONS LA RUE



**Campagne unitaire anti-électorale des libertaires**

*Fédération anarchiste / Coordination des groupes anarchistes / Groupe D'Anarchistes de Lille et Environs*